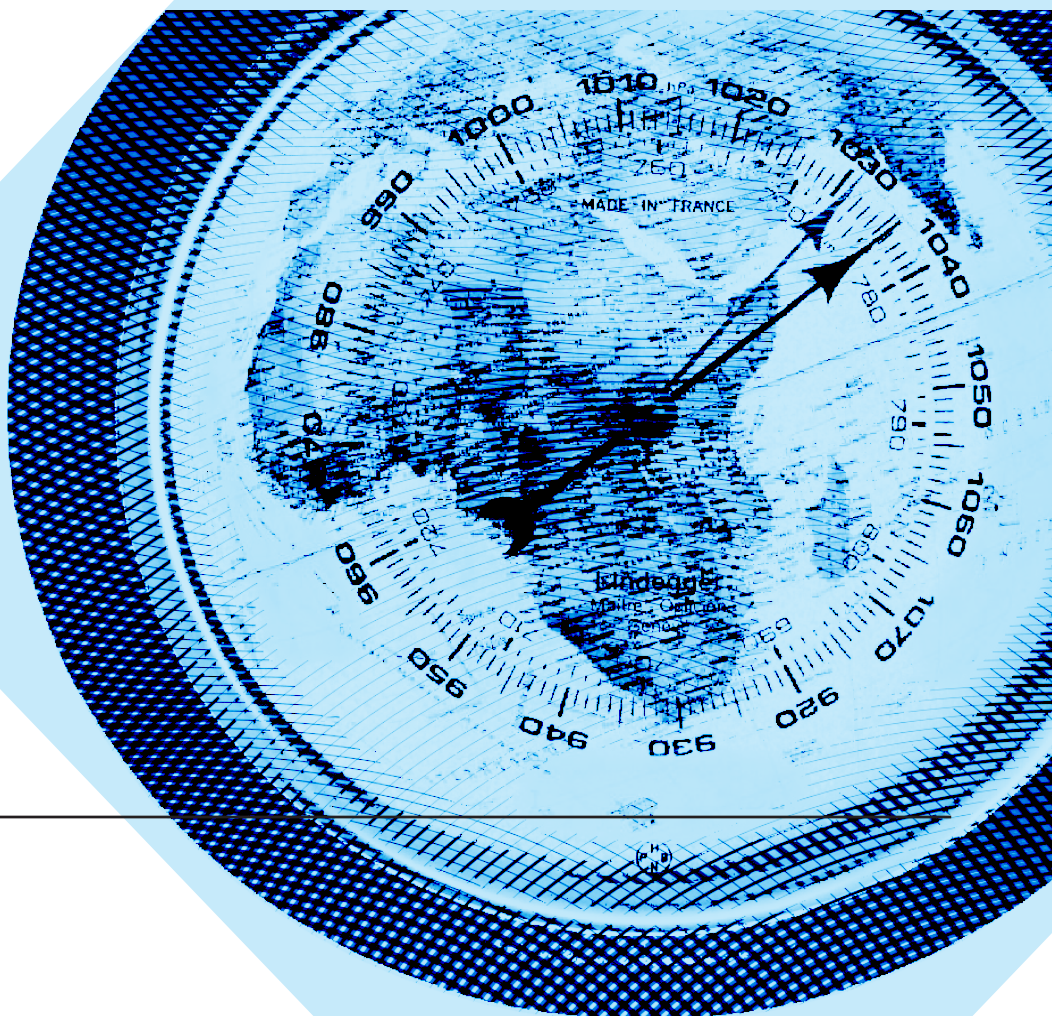


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°7

**Perceptions des Français·es sur l'égalité
entre les femmes et les hommes à la veille
du Forum Génération Égalité**

Des acquis à consolider et
des objectifs à atteindre

JUILLET 2020



AVANT-PROPOS

À la veille de la plus grande conférence internationale jamais organisée depuis 25 ans sur l'égalité femmes-hommes, le « Forum Génération Égalité » co-organisé par la France et le Mexique sous l'égide d'ONU Femmes, Focus 2030 a souhaité scruter dans cette nouvelle édition du Baromètre de la solidarité internationale les opinions, attitudes, comportements des Françaises et des Français pour saisir les dynamiques à l'œuvre. À ce titre, cette étude est rendue publique dans le cadre du Festival de l'engagement «Génération Égalité Voices», initiative organisée par le Comité ONU Femmes France, organisation partenaire de Focus 2030.

Alors qu'une récente étude du Forum économique mondial¹ estimait qu'au rythme actuel il faudrait 99,5 ans pour atteindre l'égalité femmes-hommes dans les domaines de la politique, de l'économie, de la santé et de l'éducation à l'échelle du monde, notre sondage entend questionner les attentes des Français-es afin d'identifier les ressorts et les obstacles pour atteindre l'égalité entre les sexes, intitulé de l'Objectif de développement durable n°5 à atteindre d'ici 2030 et auxquels l'ensemble des États membres des Nations Unies ont souscrit.

Est-ce que les Français-es estiment que des progrès ont été réalisés en faveur du droit des femmes ces 25 dernières années, période qui nous sépare de la conférence de Beijing, dernière conférence mondiale sur les femmes ? Les stéréotypes de genre ont-ils encore la vie dure ? La France doit-elle soutenir les mouvements féministes de par le monde ? Qui serait prêt-e à s'engager en faveur de la cause ?

C'est à ces questions qu'un échantillon représentatif de la population constitué de 2003 personnes a été interrogé en février 2020.

Autant d'informations qui pourront, nous l'espérons, mettre en débat ces enjeux et nourrir l'action des nombreuses organisations de la société civile, institutions, agences de développement et gouvernements qui entendent se mobiliser tout au long de l'année afin de faire du Forum Génération Égalité qui se tiendra à l'été 2021, un tournant historique pour l'émancipation des femmes et l'égalité femmes-hommes.

(1) [Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde, Forum économique mondial](#)

INTRODUCTION

Par contraste avec de nombreux débats de société générant des points de vue particulièrement polarisés, on observe un fort consensus en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes chez les Français·es dès lors que l'on mesure leurs opinions, ressentis, connaissances, attitudes et expériences. Dans le sondage présenté ici et en regardant précisément la question de l'égalité entre les sexes, nous ne remarquons donc pas cette « *tribalisation des opinions* »² identifiée par Esther Duflo et Abhijit Banerjee à propos d'un grand nombre de questions de société autour desquelles les opinions des citoyen·nes semblent avoir de plus en plus de mal à s'accorder dans notre monde contemporain.

À la différence des polémiques observées dans la société française autour de certaines expressions du féminisme observées notamment lors de la récente soirée des Césars, une majorité de Français·es de toutes générations, de tout horizon politique, de toute géographie ou de tout niveau d'éducation semblent se rallier à ce constat d'inégalités objectivables affectant les expériences de vie de TOUTES les femmes. Un panorama qui fait écho à la formulation d'Antonio Guterres³ « *des siècles de discrimination de patriarcat profondément enraciné et de misogynie ont créé un écart de pouvoir béant entre les sexes* ». En substance, c'est précisément cette réalité que l'on voit transpirer dans les chiffres qui vont suivre.

Tout se passe comme si soudainement, la société française avait subi un électrochoc favorisant une révolution copernicienne dans les préoccupations et les comportements à l'égard de l'égalité entre les femmes et les hommes. Pourtant, à bien y regarder de près, l'optimisme que semble dépeindre les prises de conscience mesurées dans cette étude nécessite d'être pondéré.

D'une part, le féminisme dans sa définition littérale (et non pas dans son approche activiste), c'est-à-dire en tant que philosophie sociale tendant à promouvoir des droits rigoureusement égaux entre les femmes et les hommes, n'en est pas à sa première poussée dans les opinions. Les approches intellectuelles et les acquis obtenus à force d'une lutte acharnée et parfois victorieuse à l'échelle de la France et du monde, ont déjà contribué à corriger une situation d'inégalités millénaires. D'autre part, ce que nous apprend l'Histoire, c'est qu'il existe un décalage flagrant entre les opinions et la vie réelle, dessinant les contours d'une inertie rampante qui a vu perdurer les inégalités et leur cortège de souffrances bien au-delà d'un principe d'égalité pourtant supposé acquis en théorie et acté en droit. Entre les vœux pieux exprimés en 1968, les mouvements de libération des femmes des années 70 et la situation en 2020 qui prévaut, se sont perpétuées des inégalités de revenus majeures ainsi que d'innombrables violences subies par les femmes. L'augmentation du nombre de violences faites aux femmes dans le contexte conjugal pendant l'expérience de confinement lors de la pandémie de Covid-19 suscite l'effarement. Ainsi, entre la 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 et le prochain sommet attendu à l'été 2021 à Paris, si des progrès sont réels dans certains pays, l'égalité entre les sexes demeure encore très loin des objectifs formulés.

Parallèlement à ces constats amers, l'épidémie de Covid-19 nous a invité à regarder de près les piliers qui ont fait tenir debout notre société à l'heure où la survie des êtres a été sérieusement

(2) Esther Duflo et Abhijit Banerjee, *Économie utile pour des temps difficiles*, coll. Les livres du nouveau monde, éditions du Seuil, Paris, 2020.

(3) Antonio Guterres, Déclaration à l'ouverture de la 64^{ème} Commission de la condition des femmes, ONU-New York, CSW 64, 9 mars 2020.

en jeu. Avec humilité, sur la ligne de front ou en coulisses, les femmes s'avèrent composer une armée d'invisibles indispensables : 88% des infirmier-es sont des infirmières, 90%⁴ des aides-soignant-es sont des aides-soignantes, 77% des professionnel-les de santé et du social sont des femmes⁵, 90 % du personnel des EHPAD sont des femmes, 90 % des caissier-es sont des caissières.

Une litanie saisissante qui suggère une réflexion culturelle et politique à l'heure où le pays a été concentré à 100% sur le quantum incompressible des services fondamentaux : la santé, le social et la distribution de nourriture. Les plus optimistes sont probablement autorisé-es à attendre de cet épisode funeste une remise en question drastique de la reconnaissance des femmes dans notre société contemporaine.

NOTICE

Focus 2030 a souhaité documenter la thématique générale de « l'égalité entre les femmes et les hommes », à partir d'un ensemble de questions interrogeant des opinions, des ressentis, des comportements, mais aussi des expériences personnelles.

Focus 2030 tient particulièrement à remercier les organisations dont l'expertise a nourri la trame de ce sondage. Outre les nombreuses organisations qui participent régulièrement à nos rencontres et avec lesquelles nous co-définissons nos enquêtes, nous souhaitons saluer tout particulièrement le Comité Onu Femmes France, ONE, Oxfam France, Equipop, Care France, Terra Nova, la Fondation Jean Jaurès, Action Santé mondiale et 50-50 magazine pour leurs regards avisés en amont de la production de ce questionnaire. Les résultats de l'enquête et l'analyse produite ne relèvent naturellement que de la responsabilité de Focus 2030 et ne sauraient engager ces organisations.

Ce sondage présente des résultats reflétant une situation contemporaine permettant de mesurer chez les Français-es, la manière dont s'organisent des idées ou des attitudes faisant écho à des vécus qui nous donnent un aperçu de comment s'organisent les relations de genre entre les femmes et les hommes.

De fait, si les discriminants traditionnels n'opèrent pas tous de façon linéaire, l'une des curiosités majeures développée dans cette analyse s'articule autour d'une observation comparée entre les réponses des femmes et celles des hommes, dévoilant fréquemment la persistance de stéréotypes de genre.

(4) Dares, d'après Insee - Données 2011 - © Observatoire des inégalités, France métropolitaine.

(5) Population selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2019 selon l'Enquête-emploi, France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus, INSEE, 20 février 2020.

QUELQUES GRANDS ENSEIGNEMENTS

1

Invariablement et sans grande surprise, les femmes démontrent systématiquement une sensibilité supérieure à celle des hommes à propos de l'importance et des mesures à prendre en faveur de l'égalité entre les sexes. Leurs points de vue ne sont pas opposés mais sont davantage soulignés.

2

Une grande majorité d'hommes se montrent sensibilisés à la question de l'égalité : le « genre masculin » est conscient des inégalités, de la nécessité du changement. Les hommes semblent être majoritairement favorables à ce que les choses changent.

3

Les conséquences de l'inégalité entre les femmes et les hommes sont spontanément soulignées à partir des questions de violences (physiques et mentales), des questions économiques (inégalité de salaires) et des questions de positionnement professionnel (accès aux fonctions de direction). Imposer la parité s'affiche d'emblée comme une solution pertinente.

4

Les déterminants sociodémographiques habituels ne sont pas aussi opérants que ce que l'on observe généralement à propos des problématiques de développement que nous avons l'habitude d'étudier.

- Les différences de positionnement s'articulent davantage autour des stades de vie (début de vie professionnelle vs. retraite) et des générations (Millennials vs. post soixante-huitard-es).
- De façon contre-intuitive, il arrive par exemple que les répondant-es plus âgé-es soient plus sensibilisé-es à l'égalité entre les femmes et les hommes que les âges intermédiaires.
- La sensibilité un peu plus marquée des sympathisant-es «de gauche» à l'égalité entre les sexes demeure une tendance.

5

Quel qu'en soit le point de vue, culturel ou idéologique, en France, l'égalité entre les femmes et les hommes est un combat majoritairement compris, accepté, attendu ou voulu. Les réfractaires n'étant majoritaires sur aucun aspect, la légitimité d'un changement profond semble de plus en plus avérée.

6

Pour les Français-es, il semble acquis, voire évident que promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ne devrait pas être considéré de manière périphérique mais bien centrale dans les politiques de développement pour lutter durablement contre la pauvreté.

SOMMAIRE

1

Les enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle des pays en développement, et par extension, du monde

[page 7](#)

2

L'égalité entre les femmes et les hommes : causes, conséquences et enjeux à l'échelle domestique

[page 21](#)

3

La mesure des expériences personnelles des femmes et des hommes : révélations et confessions

[page 33](#)

4

Le Baromètre de la solidarité internationale, projet de recherche et méthodologie

[page 47](#)

LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À L'ÉCHELLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET PAR EXTENSION, DU MONDE

POUR 52% DES FRANÇAIS-ES, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES A PROGRESSÉ DEPUIS LES 25 DERNIÈRES ANNÉES

Les répondant-es font ce constat dans les mêmes proportions qu'il s'agisse d'observer la situation en France ou dans le reste du monde. En matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les progrès sur les 25 dernières années sont donc présumés par les Français-es comme étant mesurables à l'échelle du monde. Seul un faible pourcentage de Français-es constate une régression.

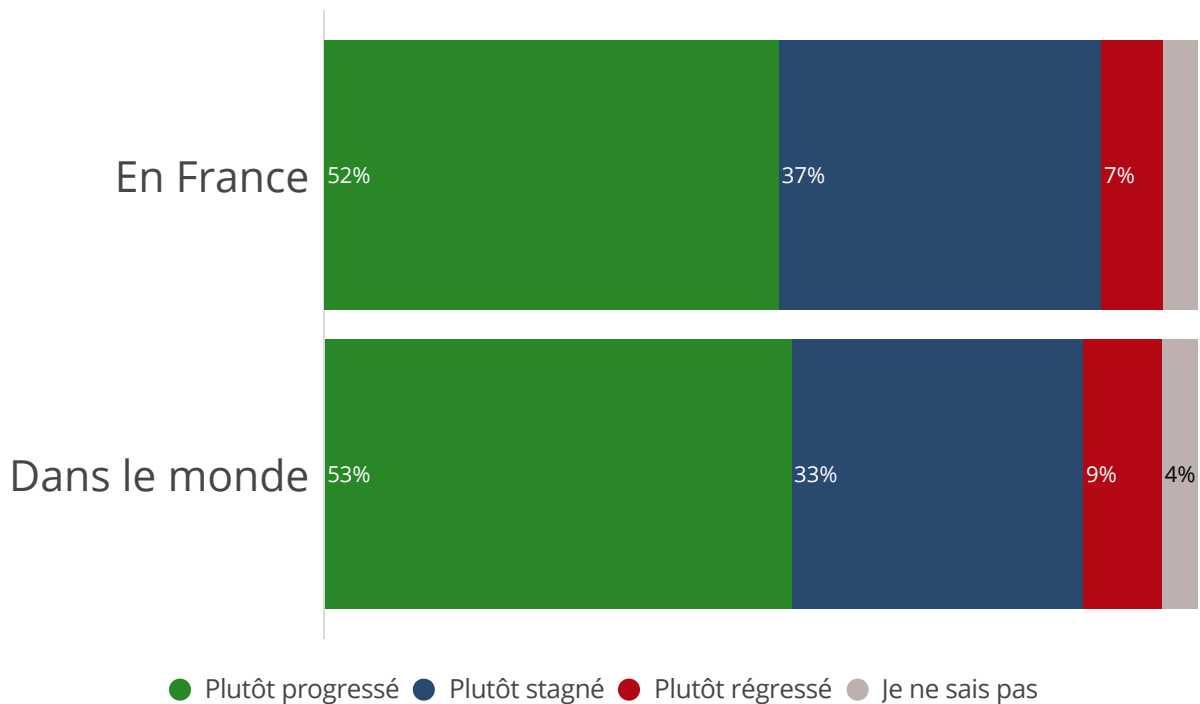
On peut bien sûr imaginer que les répondant-es n'ont pas une connaissance précise des progrès en matière d'égalité entre les sexes dans toutes les régions du monde. Leurs réponses représentent davantage la mesure d'une impression, à distance d'un savoir objectivable, qui tend à leur faire deviner qu'il est « évident » que des progrès ont été réalisés en la matière, un peu comme si le sens de l'Histoire autorisait à présumer de cet optimisme.

Il faut probablement voir ici la conscience partagée qu'il existe aujourd'hui un mouvement global en faveur de l'égalité entre les sexes, notamment alimenté par le pouvoir d'internet qui recompose les géographies sans frontière ni distance.



Selon vous, au cours des 25 dernières années, l'égalité entre les femmes et les hommes a :

En France Vs. dans le monde



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte en France [N = 1010 (en France) - N = 993 (dans le monde)]. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

1. LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À L'ÉCHELLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET PAR EXTENSION, DU MONDE

En regardant de plus près les réponses, il s'avère que la perception des progrès réalisés ces 25 dernières années en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est beaucoup plus flagrante pour les hommes (62%) que pour les femmes (42%).

En suivant la même logique, les femmes, supposées bénéficiaires de ces progrès attendus, sont beaucoup plus nombreuses (46%) que les hommes (28%) à estimer qu'en réalité l'égalité entre les sexes n'a ni progressé ni régressé.

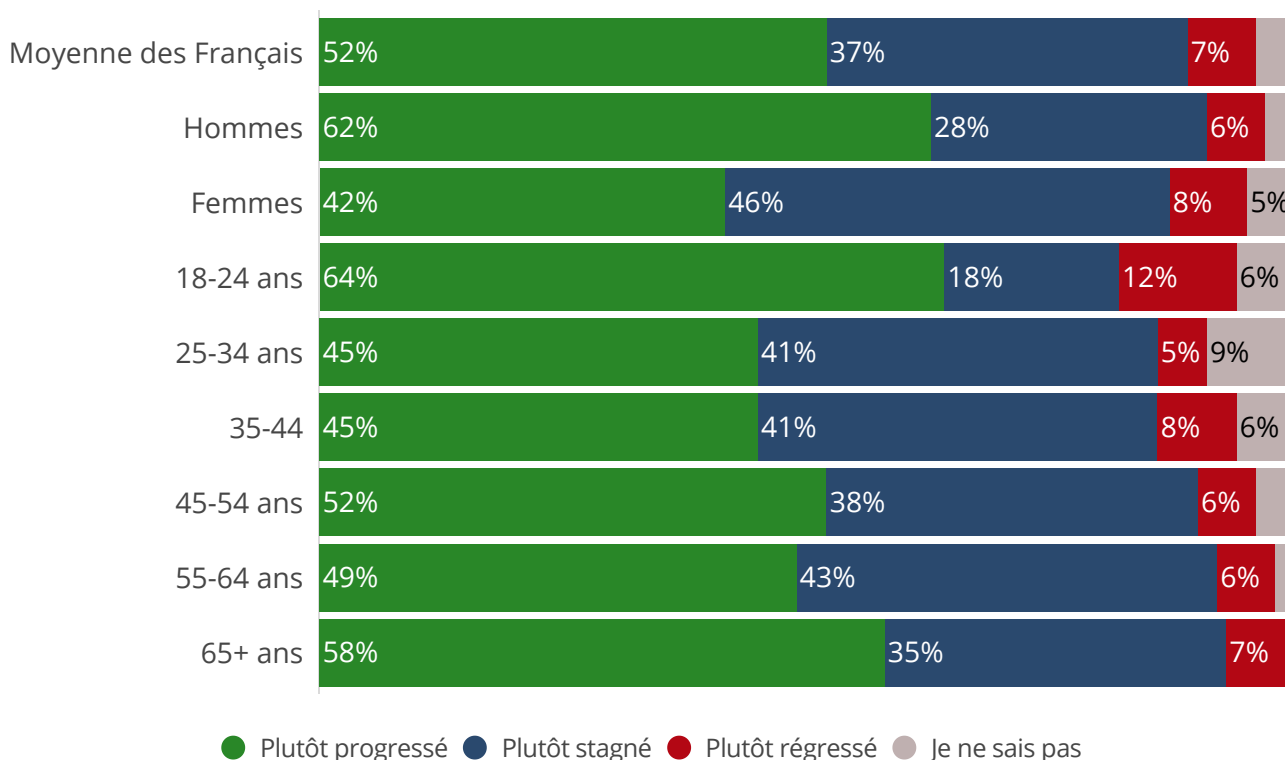
En revanche, femmes et hommes se rejoignent sur le fait que l'égalité entre les sexes n'a pas régressé.

Les Français-es de moins de 25 ans sont de loin, les plus nombreuses et nombreux (64%) à estimer (ou constater) que l'égalité entre les sexes a progressé en France depuis les 25 dernières années. Dans la même logique, à cet âge, elles et ils ne sont que 18% à penser que l'égalité entre femmes et hommes a stagné. Leurs opinions tendent à rejoindre l'optimisme de leurs ainé-es de plus de 65 ans, c'est à dire la population aujourd'hui vieillissante qui a vu émerger en son temps, les mouvements féministes dans un pays où les inégalités entre les sexes étaient alors encore plus flagrantes. Paradoxalement et dans une moindre proportion, les jeunes de moins de 25 ans sont aussi les plus nombreuses et nombreux à penser que l'égalité entre les sexes a régressé ces 25 dernières années ou à se ranger dans la catégorie des « je ne sais pas ».



Selon vous, au cours des 25 dernières années, l'égalité entre les femmes et les hommes en France a :

Selon le genre et l'âge



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1010 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

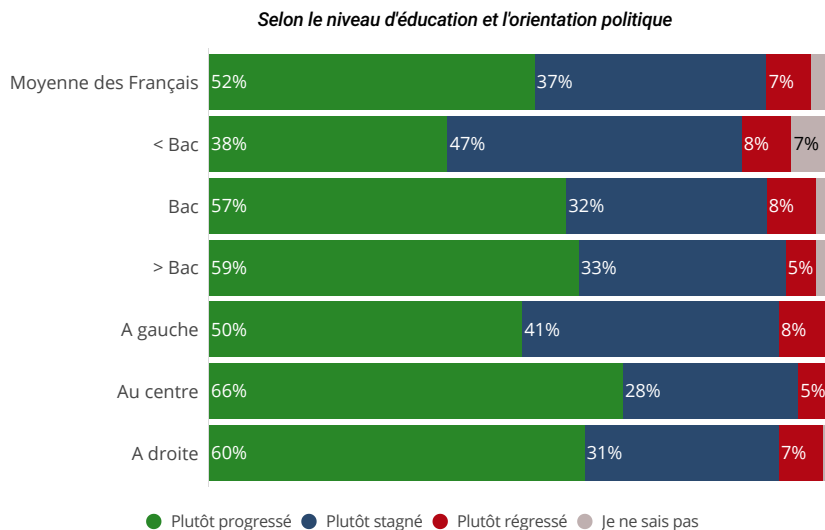
1. LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À L'ÉCHELLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET PAR EXTENSION, DU MONDE

Plus le niveau de diplôme des répondant-es s'élève, plus le progrès en faveur de l'égalité femmes-hommes sur les 25 dernières années est reconnu. Ainsi seul-es 38% des Français-es n'ayant pas le Bac reconnaissent que des progrès ont été réalisés en France contre 59% de celles et ceux titulaires d'un diplôme supérieur au bac. Cette ventilation des opinions s'observe également s'agissant des progrès réalisés à l'échelle du monde quoique de manière plus nuancée (49% contre 54%).

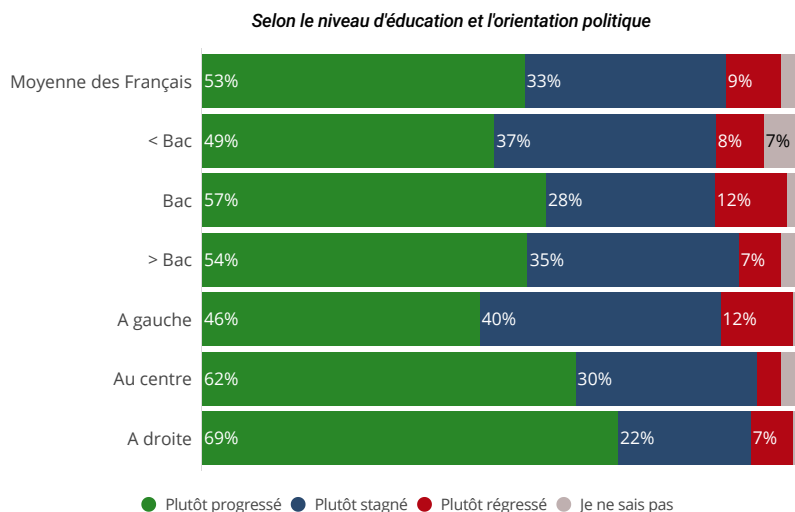
L'orientation politique est un discriminant majeur sur cette question. Quand 50% des sympathisant-es de gauche estiment que l'égalité a progressé en France (46% « dans le monde »), c'est en réalité 10 points de pourcentage de moins que chez les sympathisant-es de droite qui se montrent plus optimistes, ou plus satisfait-es d'une évolution.

Sur cette question spécifique, les Français-es se réclamant du centre sont plus proches du point de vue des sympathisan-

” Selon vous, au cours des 25 dernières années, l'égalité entre les femmes et les hommes en France a :



” Selon vous, au cours des 25 dernières années, l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde a :



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 993 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

LE POIDS DE LA CULTURE, L'OPPOSITION DES HOMMES AU CHANGEMENT ET L'ABSENCE DE LOIS APPROPRIÉES SONT PERÇUS COMME LES OBSTACLES MAJEURS À L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Selon les Français-es, ce sont les trois phénomènes majeurs susceptibles d'expliquer que les femmes ne sont toujours pas considérées de la même manière que les hommes, tant en France que dans les pays en développement.

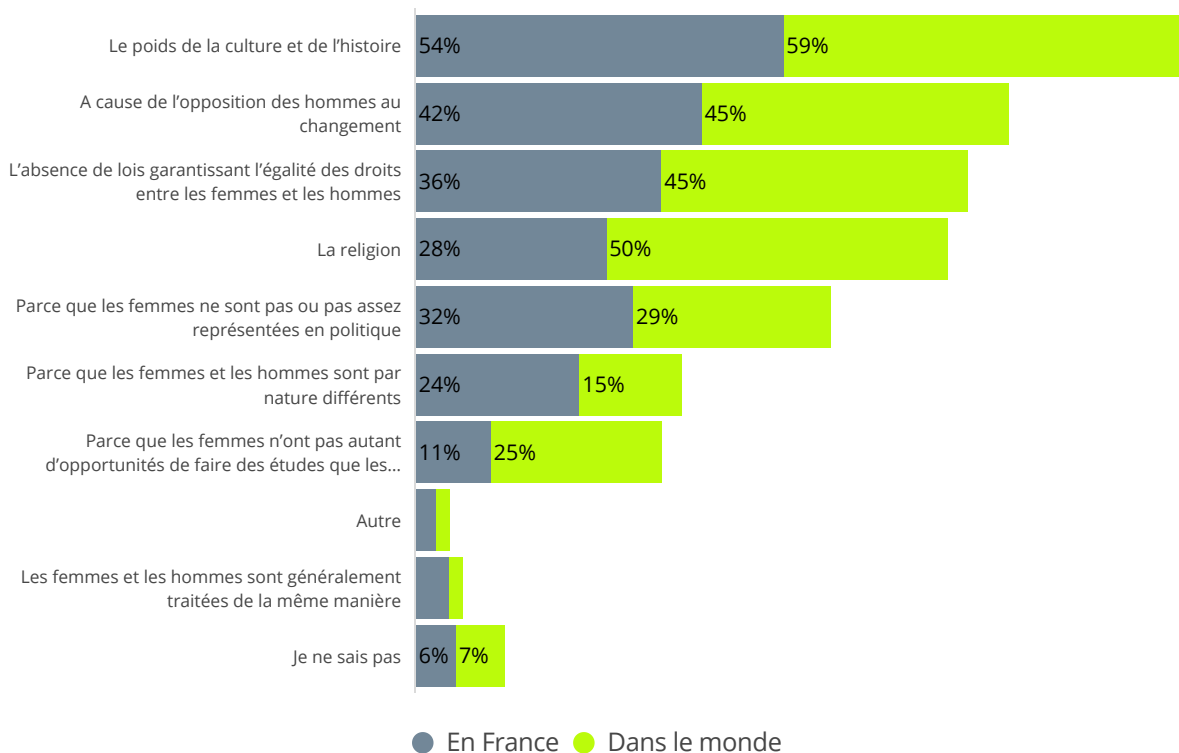
La religion et l'absence de lois permettant d'instaurer ou de protéger l'égalité entre les sexes sont davantage retenues par les Français-es lorsqu'il s'agit d'expliquer l'inégalité dans les pays en développement, de même que l'incapacité pour les femmes d'accéder à l'éducation.

Le problème de la représentation des femmes en politique (5ème argument retenu) semble être un obstacle à l'égalité à la fois en France et dans les pays en développement.



Selon vous, quelles sont les raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas considérées de la même manière que les hommes en France Vs. dans les pays en développement ?

(Veuillez sélectionner les réponses qui s'appliquent)



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1030 adultes en France (situation "en France") et de 973 adultes en France (situation "dans le monde"). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

1. LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À L'ÉCHELLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET PAR EXTENSION, DU MONDE

Cette question positionne les hommes d'un côté comme des observateurs d'une situation qui ne leur est pas directement défavorable, tandis que les femmes interrogent l'origine d'une situation d'inégalités dont elles sont potentiellement les victimes. Les uns jugent un phénomène à distance pendant que les autres s'inspirent d'une expérience personnelle qui leur est familière pour expliquer quelque chose qui les concerne.

Ainsi, les hommes sont plus nombreux à incriminer la religion dans les pays en développement, tandis que les femmes sont nettement plus nombreuses à voir l'absence de lois garantissant l'égalité entre les sexes et l'absence de parité en politique comme étant des obstacles à l'égalité.

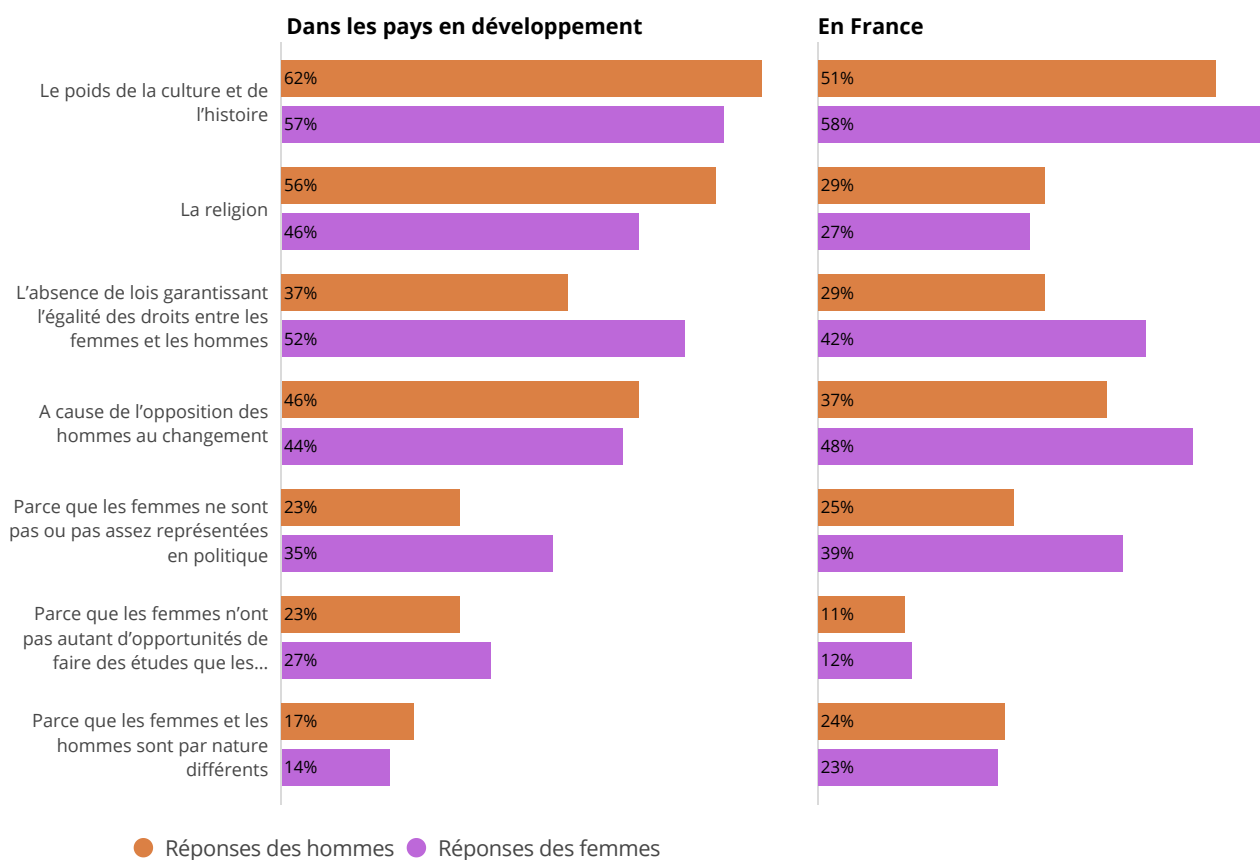
À propos des inégalités subies en France, les femmes reconnaissant que l'opposition des hommes au changement est un obstacle sont clairement plus nombreuses (+11 points de pourcentage) que les hommes.



Selon vous, quelles sont les raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas considérées de la même manière que les hommes en France Vs. dans les pays en développement ?

(Veuillez sélectionner les réponses qui s'appliquent)

Selon le genre



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 973 adultes en France (question sur la France) et 1030 adultes en France (question sur les pays en développement). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

POUR 45% DES FRANÇAIS-ES, ON NE PEUT PAS METTRE FIN À LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE SANS RÉSOUDRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES

La pauvreté dans le monde étant fréquemment représentée autour des problématiques de faim, d'éducation, de santé et d'autonomie économique, on aurait pu penser que résoudre les inégalités entre les sexes ne serait pas considéré comme un préalable majeur pour mettre fin aux ravages du sous-développement.

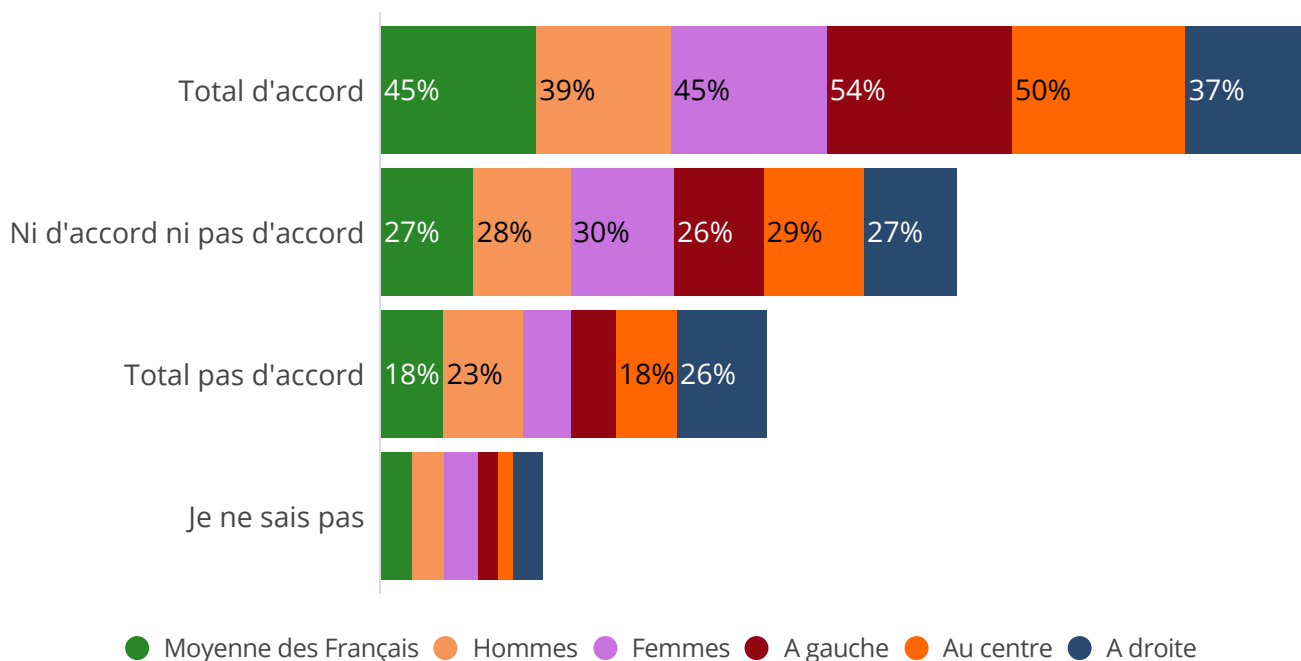
Ce chiffre (45%) signifie pourtant que l'égalité entre les sexes est véritablement perçue comme un processus vertueux dans l'organisation des sociétés, comme l'envisagent les Objectifs de développement durable. En l'occurrence, l'égalité n'apparaît pas comme un combat idéologique en faveur de valeurs progressistes qui serait détaché de bénéfices collatéraux concrets et mesurables, mais bien comme une étape pragmatique porteuse de résultats attendus.

Cette idée semble moins évidente pour les hommes (-6 points de pourcentage) et plus évidente pour les sympathisant-es de gauche (+9 points de pourcentage). En revanche, les moins de 25 ans paraissent moins conquis-es par cette idée (39%) que les plus de 55 ans (49%).



Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ? On ne peut pas mettre fin à la pauvreté dans le monde sans résoudre les inégalités entre les sexes.

Selon le genre et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

LUTTER (EFFICACEMENT) CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES + FAIRE EN SORTE QUE LES FEMMES SOIENT PAYÉES AUTANT QUE LES HOMMES = PRÉOCCUPATIONS MAJEURES POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Invariablement, la question des violences subies par les femmes, conjuguée au problème de rémunération des femmes, sont les deux premiers aspects spontanément cités lorsqu'il s'agit de corriger les inégalités entre les sexes à l'échelle du monde.

Même si des divergences existent entre les réponses des femmes et celles des hommes, cette vision est néanmoins partagée par l'ensemble de la population française.

Faisant écho aux résultats obtenus dans d'autres questions de ce sondage, la parité et l'égal accès à l'éducation sont également perçus, tant par les hommes que par les femmes, comme des priorités pour faire avancer l'égalité entre les sexes. Le partage des tâches ménagères ou des charges éducatives sont relativement peu définies comme une priorité parmi les changements à mettre en œuvre, comme s'il s'agissait désormais d'une évidence suffisamment entendue, presque un combat d'un autre âge déjà mené par les générations précédentes. Pour autant, selon une étude de l'Institut Harris Interactive, datant du 15 avril 2020, à propos de l'impact du confinement sur les inégalités entre les femmes et les hommes, l'inégalité devant les tâches ménagères a eu tendance à s'accroître entre les femmes et les hommes. Cette charge supplémentaire est venue s'ajouter aux tâches professionnelles pour les femmes en télétravail.

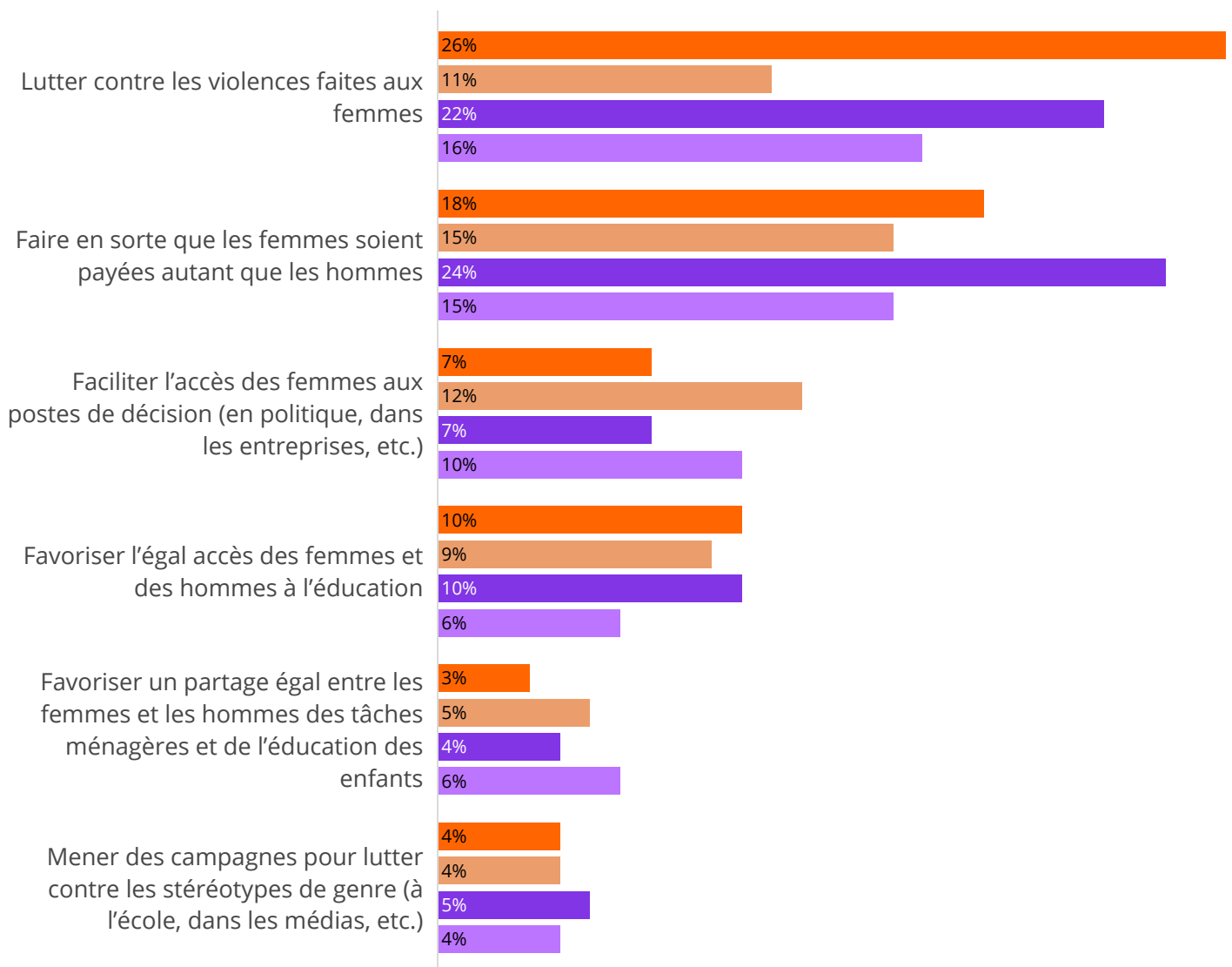
Tout se passe comme si l'égalité entre les sexes était avant tout une question politique et non pas individuelle, devant se résoudre à l'échelle nationale dans un processus de réorganisation de la société.

D'une certaine manière, ces réponses confortent l'idée que l'égalité entre les sexes est une problématique reconnue par une majorité de Français-es capables d'avoir une connaissance aiguisée des causes et des enjeux en question. Il y aurait d'une part l'identification d'une nécessité d'agir avec des effets attendus à court terme, à savoir résoudre urgemment la question des violences subies par les femmes. Et, d'autre part, selon une autre temporalité, les Français-es semblent comprendre qu'il s'agit désormais d'investir dans une modification profonde de la structure même de la société afin de révolutionner la répartition du pouvoir économique, politique et culturel entre les genres.



Parmi les propositions suivantes, veuillez indiquer quelles sont, selon vous, les 3 propositions les plus importantes pour faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde, en sélectionnant d'abord la première, puis la seconde et enfin la troisième plus importante.

Selon le genre



- Classé en premier par les hommes
- Classé en second par les hommes
- Classé en premier par les femmes
- Classé en second par les femmes

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

59% DES FRANÇAIS·ES SOUHAITENT QUE LA FRANCE S'ENGAGE À AUGMENTER SA CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR FAIRE AVANCER LES DROITS DES FEMMES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Même si elles et ils sont probablement peu nombreuses et nombreux à connaître l'existence des quatre conférences mondiales sur les femmes, ou le Forum Génération Égalité, qui se tiendra en France à l'été 2021, les Français·es soutiennent massivement l'idée qu'à l'occasion de ce type d'évènements, le Gouvernement français s'engage à augmenter sa contribution financière pour faire avancer le droit des femmes dans les pays en développement.

Ce soutien est d'autant plus spectaculaire qu'il répond à une interrogation portant sur des pays lointains « en développement », à distance des bénéficiaires domestiques, qui plus est mentionnant « des droits » et non pas une thématique plus consensuelle telle que les violences subies par les femmes ou les questions d'inégalités de salaire.

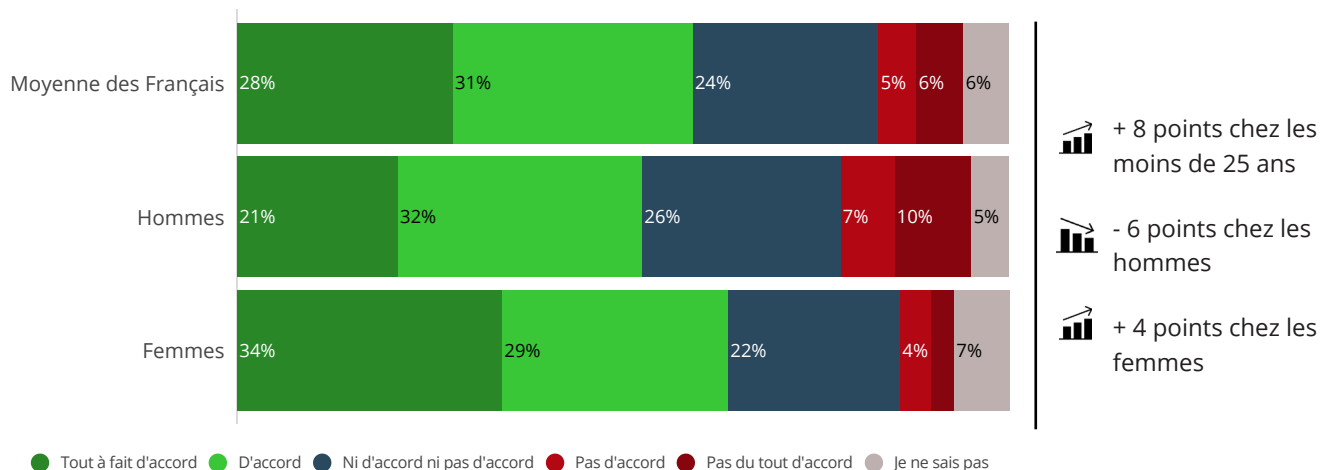
Dans ces réponses formulées, il faut donc prendre conscience à quel point la « question du respect des femmes » en matière d'égalité, de dignité, d'intégrité et de droits, est aujourd'hui perçue comme étant d'une importance évidente pour les Français·es.

Tout en restant partagée par la majorité des répondant·es quels que soient les déterminants socio-démographiques, cette évidence est cependant un peu plus flagrante chez les femmes (+4% points de pourcentage) que chez les hommes (-6 points de pourcentage) et davantage signifiée à mesure que le niveau d'éducation augmente.



Cette année, la France et le Mexique vont organiser à Paris une grande conférence internationale avec les Nations Unies pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes. A cette occasion, selon vous, dans quelle mesure seriez-vous en accord ou en désaccord avec le fait que la France s'engage à augmenter sa contribution financière pour faire avancer les droits des femmes dans les pays en développement ?

Selon le genre



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

POUR 61% DES FRANÇAIS-ES, SOUTENIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DEVRAIT ÊTRE UNE PRIORITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE

Le Forum Génération Égalité à venir sera l'occasion pour les chef-fes d'État et de gouvernement présent-es de s'engager politiquement et financièrement en faveur de l'égalité femmes-hommes dans les pays les plus pauvres. Il est de ce point de vue intéressant d'observer que dans le pays hôte de cet événement, un soutien massif d'une grande majorité de Français-es en faveur de l'égalité entre les sexes via l'aide publique au développement de la France n'est pas une *fioriture idéologique* spécifique aux pays du « Nord », mais bien un préalable au développement des pays, un élément structurel majeur permettant d'envisager une évolution plus radieuse des sociétés au bénéfice des populations.

Tout se passe comme si les Français-es reconnaissent aisément que les inégalités entre les femmes et les hommes représentent un obstacle à tous les ressorts du développement : fonctionnement politique, santé, éducation, autonomie économique, justice sociale, etc. En d'autres mots, en 2020 en France, il semble parfaitement évident que la thématique de l'égalité de genre n'est pas un combat accessoire mais bien un objectif primordial à l'échelle du monde.

Si cet avis est davantage partagé par les femmes (67%) que par les hommes (55%), soit 12 points de pourcentage de différence entre les deux sexes, le soutien demeure massif dans les deux cas.

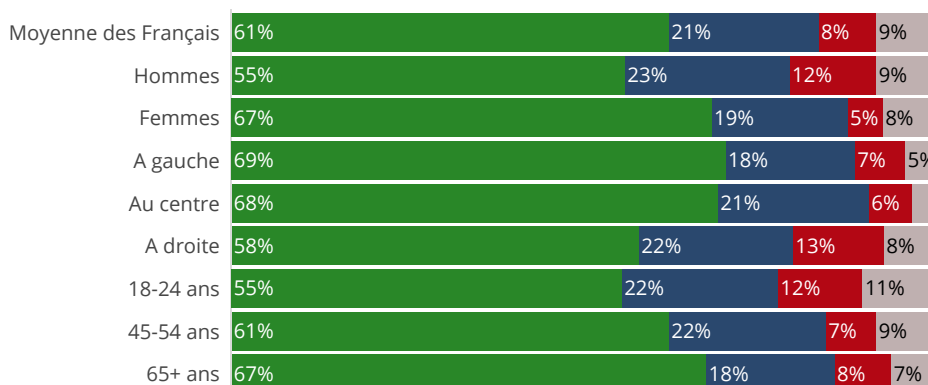
On trouve un soutien un peu moins marqué chez les sympathisant-es de droite (58%) que chez les sympathisant-es du centre (68%) qui partagent cette idée dans les mêmes proportions que les sympathisant-es de gauche (69%).

À noter que plus les répondant-es avancent en âge et plus elles et ils semblent persuadé-es du fait que l'égalité entre les sexes doit être une priorité de l'aide au développement de la France. Les Français-es de moins de 25 ans soutiennent un peu moins cette idée que leurs aînés et sont aussi les plus nombreuses et nombreux à ne pas savoir répondre et à s'y opposer. Peut-être faut-il identifier chez ces « jeunes » une particulière méconnaissance vis-à-vis des enjeux, causes et conséquences des problématiques de développement.



Veillez indiquer si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante : « soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes devrait être une priorité de l'aide au développement de la France en faveur des pays les plus pauvres ? »

Selon le genre, l'orientation politique et l'âge



● Total d'accord ● Ni d'accord ni pas d'accord ● Total pas d'accord ● Je ne sais pas

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

61% DES FRANÇAIS·ES APPROUVENT L'IDÉE D'UNE « DIPLOMATIE FÉMINISTE »

Seul·es 8% des Français·es désapprouvent ce concept, soit une opposition dérisoire qui laisse le champ libre pour développer cette approche.

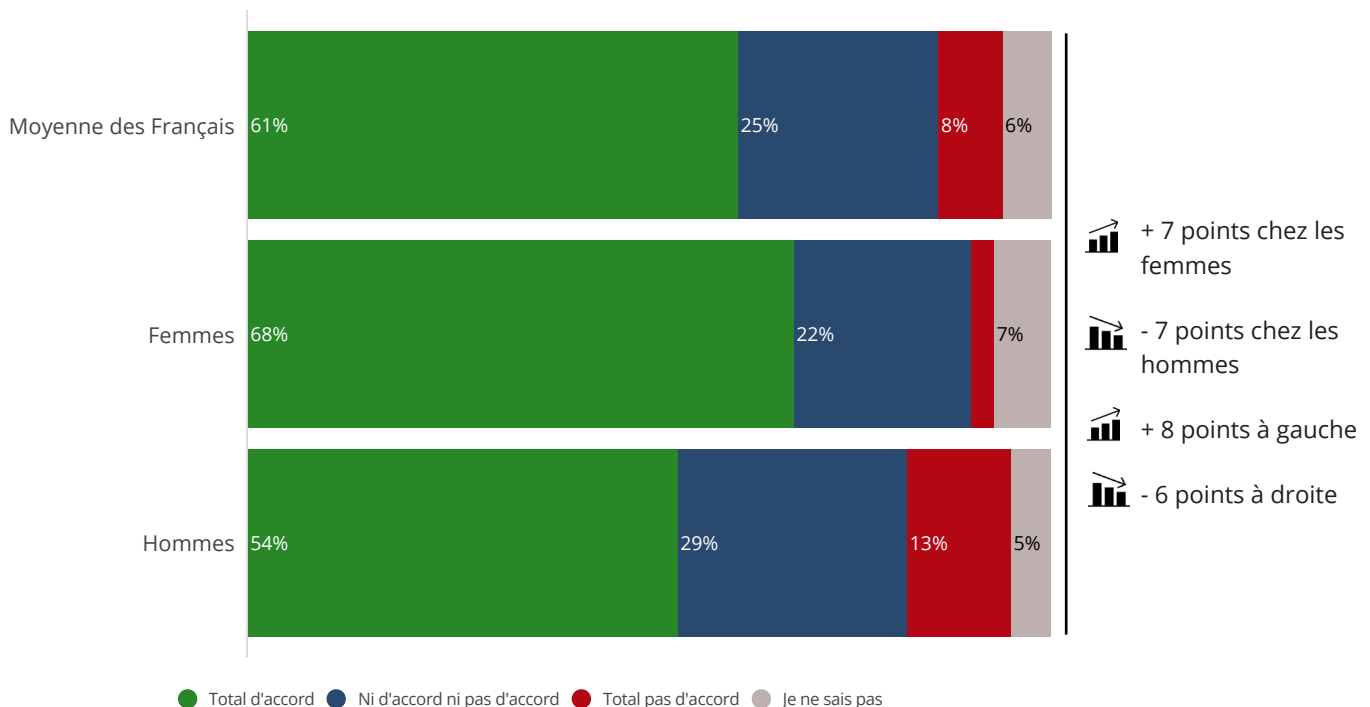
Associé au mot « diplomatie » le mot « féministe » ne semble donc pas générer de rejet, tandis que dans une autre question, il apparaît que 47% des Français·es sont réfractaires à l'idée de se considérer personnellement comme « féministe », comme si ce qualificatif signifiait, en creux, d'adhérer à un mouvement auquel manifestement, un grand nombre de Français·es ne souhaitent pas être associé·es.

Le soutien à une « diplomatie féministe » est le même quel que soit le niveau d'études. Toutes les sympathies politiques sont également majoritairement favorables, même si les sympathisant·es de droite marquent le pas sur ce soutien.

”

La France a décidé d'adopter une « diplomatie féministe » pour promouvoir le droit des femmes sur la scène internationale. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette décision ?

Selon le genre



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

POUR INCITER LES DÉCISIONNAIRES POLITIQUES À LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, UN GRAND NOMBRE DE FRANÇAIS·ES SERAIENT PRÊT·ES À :

 **SIGNER DES PÉTITIONS**



**VOTER POUR UN·E CANDIDAT·E
ENGAGÉ·E POUR L'ÉGALITÉ**



**BOYCOTTER DES ENTREPRISES QUI NE
RESPECTERAIENT PAS L'ÉGALITÉ**

Près d'un·e Français·e sur deux (49%) envisagent de signer une pétition pour inciter les décideurs à lutter contre les inégalités de genre dans le monde, 45% à voter pour un·e candidat·e engagé·e sur cet enjeu et 38% à boycotter une entreprise aux pratiques sexistes, des intentions qui devraient retenir l'attention des responsables politiques et du secteur privé.

Sur ces trois types d'engagement, et sans grande surprise encore, l'engagement des femmes se situe un peu au-dessus de la moyenne quand celle des hommes se situe un peu en dessous. On observe le même décalage s'agissant de la possibilité de mener une action bénévole dans une « association qui travaille sur ces questions » ou dans le fait de participer à une manifestation de rue.

Sans doute plus aguerris à l'activisme, les sympathisant·es de gauche s'avèrent toujours plus (ou beaucoup plus) enclin·es à se mobiliser d'une manière ou d'une autre pour inciter les décideurs politiques à lutter en faveur de l'égalité entre les sexes.

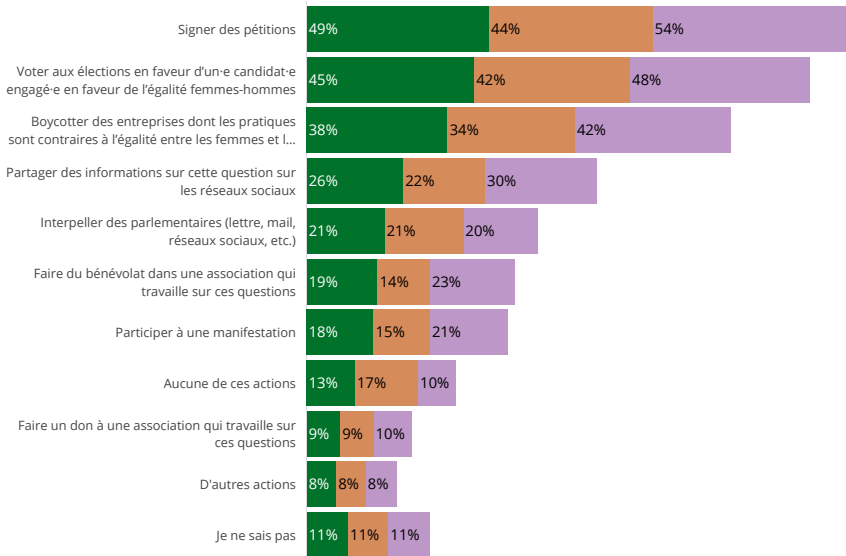
Les différentes tranches d'âges ne paraissent pas se distinguer de façon linéaire. Suivant les actions formulées, les jeunes de moins de 25 ans semblent plus motivés (partager des informations sur les réseaux sociaux, participer à une manifestation) ou moins motivés que leurs aînés (signer des pétitions, boycotter des entreprises, interpeler des parlementaires). À l'inverse, les plus de 65 ans sont plus motivés pour signer des pétitions, boycotter des entreprises ou interpeler des parlementaires.

1. LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À L'ÉCHELLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET PAR EXTENSION, DU MONDE



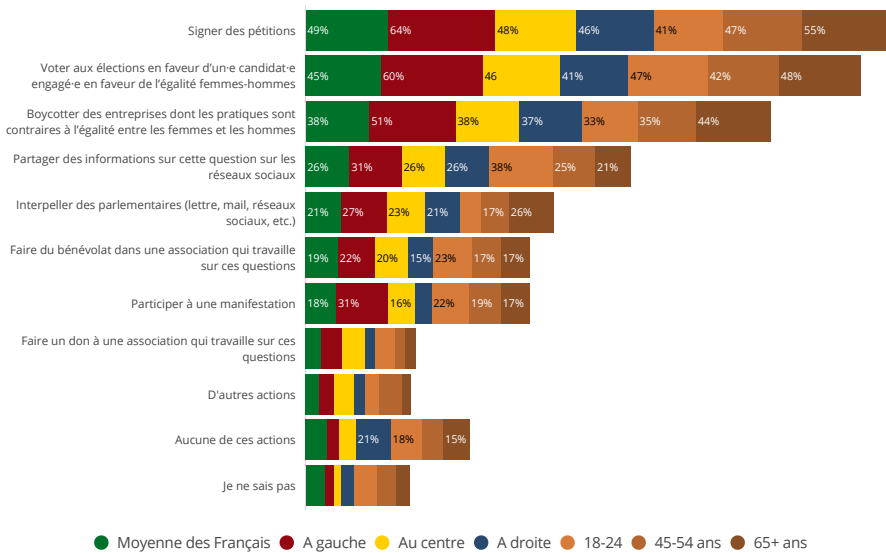
Pour inciter les décideurs à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes à l'échelle du monde, seriez-vous prêt à : (veuillez sélectionner les réponses qui s'appliquent)

Selon le genre



Pour inciter les décideurs à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes à l'échelle du monde, seriez-vous prêt à : (veuillez sélectionner les réponses qui s'appliquent)

Selon l'orientation politique et l'âge



● Moyenne des Français ● A gauche ● Au centre ● A droite ● 18-24 ● 45-54 ans ● 65+ ans

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

Pétition :



+ 5 points chez les femmes



- 5 points chez les hommes



+ 15 points à gauche

Voter :



+ 15 points à gauche

Interpeler des parlementaires :



+ 6 points à gauche et plus de 65 ans

Participer à une manifestation :



+ 13 points à gauche

Boycotter :



+ 13 points à gauche

Partager des informations :



+ 5 points à gauche



+ 12 points chez les moins de 25 ans

L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : CAUSES, CONSÉQUENCES ET ENJEUX À L'ÉCHELLE DOMESTIQUE

68% DES FRANÇAIS-ES RECONNAISSENT QUE LES FEMMES ET LES HOMMES NE SONT PAS ÉGALES ET ÉGAUX EN FRANCE (DANS LES FAITS)

Volontairement, cette question ne précise pas selon quel paramètre se mesure l'égalité ou l'inégalité. Il s'agit d'un questionnement généraliste basé sur les « faits » indéterminés, interrogeant une impression d'ensemble « dans la société française ».

En d'autres termes, est-il « su », « flagrant » ou « incontestable » que les femmes et les hommes ne sont pas « totalement » ou « tout à fait » égales et égaux en France ?

Les femmes sont plus nombreuses (76%) que les hommes (67%) à partager ce constat.

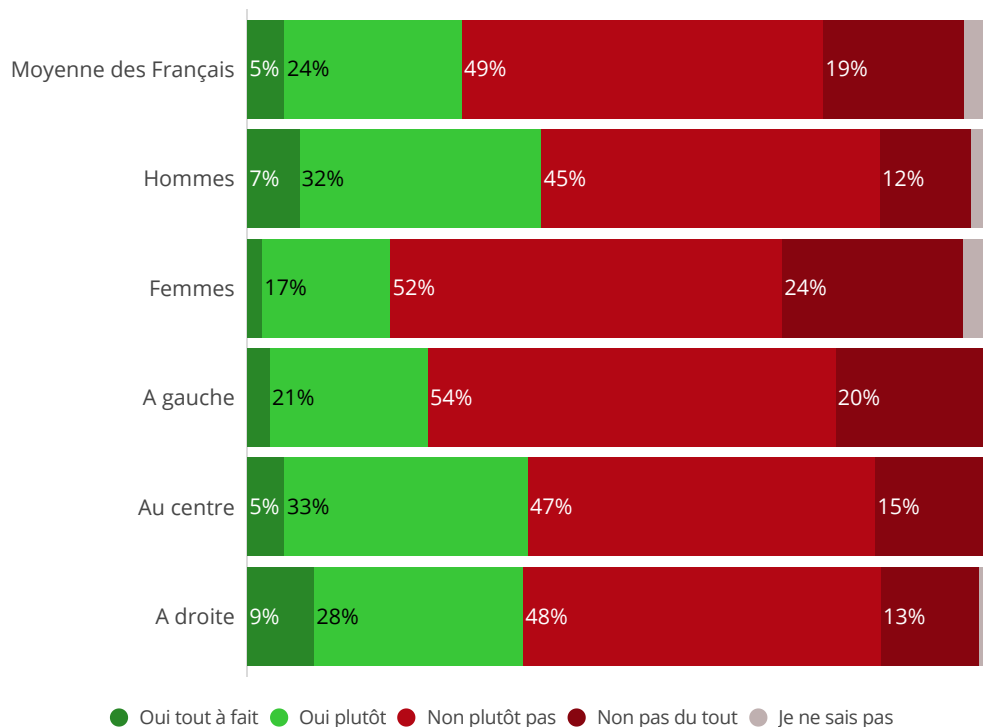
29% des Français-es estiment pour autant que l'égalité femmes-hommes est d'ores et déjà atteinte ou quasiment.

Sur cette question, il y a une différence de 13 points de pourcentage entre les sympathisant-es de gauche nettement moins convaincu-es par l'égalité (dans les faits) entre les femmes et les hommes en France (24%), en comparaison avec les sympathisant-es de droite (37%) et du centre (38%).



Diriez-vous qu'en France, les femmes et les hommes sont égaux dans les faits ?

Selon le genre et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

64% DES FRANÇAIS-ES N'IGNORENT PAS QUE LES FEMMES SONT MOINS BIEN PAYÉES QUE LES HOMMES POUR LE MÊME TRAVAIL

Les écarts de salaires entre femmes et hommes sont une réalité reconnue par une très grande majorité des Français-es. Cette question a beau faire appel à une dimension objectivable⁶ : le revenu salarial des femmes est en moyenne inférieur de 23% à celui des hommes, on observe un écart de 15 points entre les réponses des hommes (57%) et celles des femmes (72%) sur cette question qui fait pourtant davantage appel à la connaissance factuelle qu'aux opinions individuelles.

Les sympathisant-es de gauche, traditionnellement plus engagé-es dans les luttes sociales, sont aussi majoritaires à faire ce constat (+9 points de pourcentage). Parallèlement, en regardant les réponses à l'aune du vote au second tour de l'élection présidentielle de 2017, sur cette question 64% des électrices et électeurs de Marine Le Pen rejoignent sensiblement les réponses des électrices et électeurs d'Emmanuel Macron (68%).

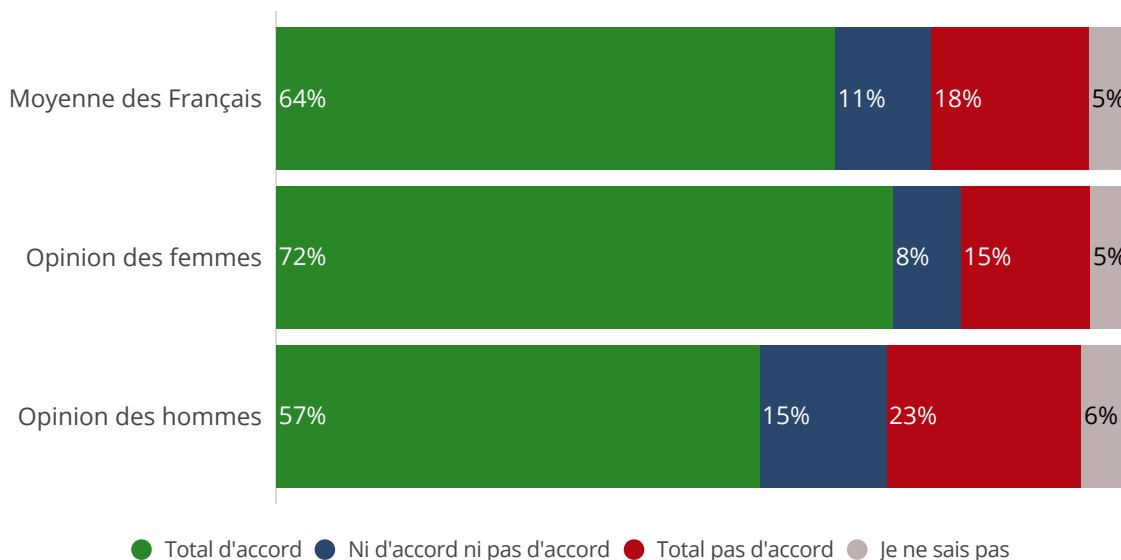
En revanche, les répondant-es de moins de 25 ans sont moins nombreuses et nombreux à signifier la différence entre les salaires. Ces jeunes observent peut-être particulièrement la situation vécue par leur propre génération, c'est à dire la première génération pour laquelle l'écart tend à s'estomper.

Le niveau d'éducation ou de revenu n'influe pas de façon linéaire les réponses à cette question.



Les femmes touchent souvent des salaires plus bas que les hommes pour des emplois identiques. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ?

Selon le genre



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

(6) Le revenu salarial des femmes est inférieur de 23 % à celui des hommes, selon une l'étude de l'INSEE, [France, portrait social, Édition 2019](#).

LES FRANÇAIS·ES SONT MOINS NOMBREUSES ET NOMBREUX (40%) À SE CONSIDÉRER FÉMINISTE QUE L'INVERSE (47%)

L'opposition entre les personnes se considérant comme féministes et celles ne se considérant pas comme féministes est également observable dans les réponses des femmes.

L'engouement très relatif que semble susciter le qualificatif « féministe », par contraste avec le soutien plutôt déterminé des Français·es aux problématiques d'égalité entre les sexes, génère des questionnements que ce sondage ne permet pas de résoudre. L'hypothèse retenue consiste à supposer des réticences individuelles à s'identifier personnellement à un mot (féministe) spontanément attaché à un mouvement de revendication dont ni les orientations ni les stratégies ne font l'unanimité.

De la même manière qu'historiquement le mot féministe est plutôt associé à des mouvements sociaux progressistes de gauche, dans ce sondage les sympathisant·es de gauche sont majoritaires à se considérer comme féministes (56%) contre 34% chez les sympathisant·es de droite. Sur cette question, les sympathisant·es du centre sont plus proches des opinions de gauche que de droite.

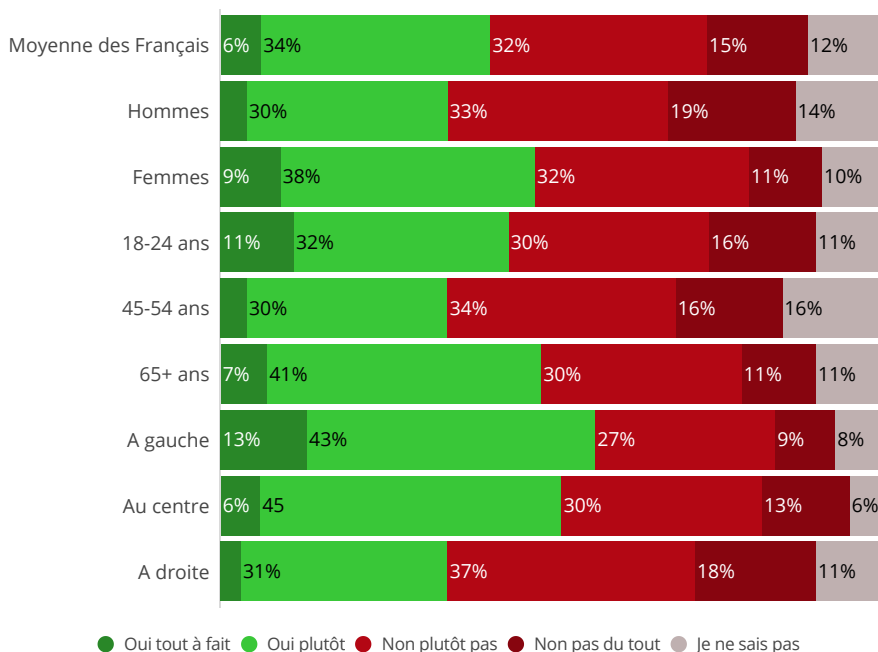
Les jeunes de moins de 25 ans et les plus âgé·es de plus de 65 ans sont les moins réticent·es à se considérer comme féministes, par contraste avec les âges intermédiaires. Là encore, on peut émettre l'hypothèse que les Français·es les plus âgé·es sont aussi celles et ceux qui restent fidèles aux combats féministes qu'elles et ils ont connus ou auxquels elles et ils ont participé dans les années 70. Les plus jeunes sont pour leur part plus divisé·es, 43% des 18-25 ans se considèrent plutôt ou tout à fait féministes contre 46% qui ne s'identifient pas à ce qualificatif.

Par ailleurs, le mot « féministe » n'est pas aussi encombrant lorsqu'il n'est pas un qualificatif individuel. Ainsi, rappelons que 61% des Français·es se déclarent favorables à l'adoption par la France d'une « diplomatie féministe ».



Vous considérez-vous comme féministe ?

Selon le genre, l'âge et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

LA FRÉQUENCE DES FÉMINICIDES EN FRANCE EST RELATIVEMENT BIEN CONNUE PAR LES FRANÇAIS·ES

40% des Français·es ont retenu qu'en France, une femme meurt tous les trois jours assassinée par son partenaire ou ex-partenaire.

37% ont simplement retenu le phénomène qui fait que les « féminicides » sont très fréquents en France, tout en surestimant le chiffre officiel, c'est-à-dire en supposant qu'un féminicide a lieu par jour en France.

Seul·es 13% prétendent « ne pas savoir » et 10% sélectionnent une réponse manifestement très éloignée des slogans abondamment dénoncés par les organisations féministes depuis quelques années à propos de la fréquence des féminicides en France.

Cette répartition des réponses atteste que les campagnes de prévention et de sensibilisation face au fléau que représentent les féminicides, ont touché leur cible en ce qui concerne la connaissance de l'ampleur du problème. Ces chiffres ne nous disent rien sur l'efficacité des campagnes de sensibilisation en termes de réduction du nombre de féminicides. En revanche, ils nous disent à quel point les Français·es sont sensibilisé·es par cette question, ce qui constitue un préalable indispensable pour qu'une majorité soit susceptible de soutenir des décisions politiques ou des campagnes allant dans le sens d'une meilleure protection des femmes.

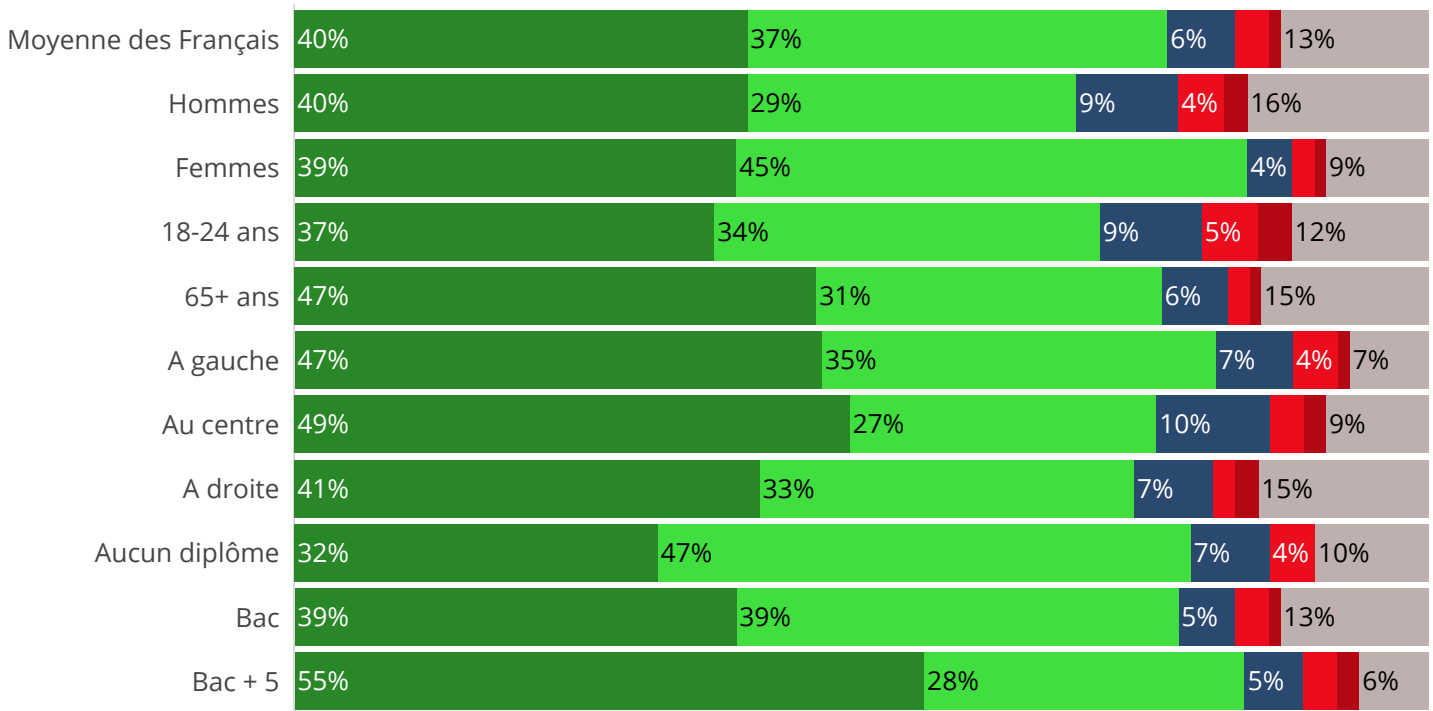
En détail, les hommes sont plus nombreux (46%) que les femmes (34%) à avoir choisi la bonne réponse, mais en réalité, il y a 15% de plus de femmes que d'hommes à savoir que la fréquence des féminicides correspond « au moins » à un crime tous les trois jours.

Sur cette question, on remarquera que le niveau de connaissance s'élève chez les plus de 65 ans (+7 points de pourcentage) et les titulaires d'un Bac+5 (+15 points de pourcentage).

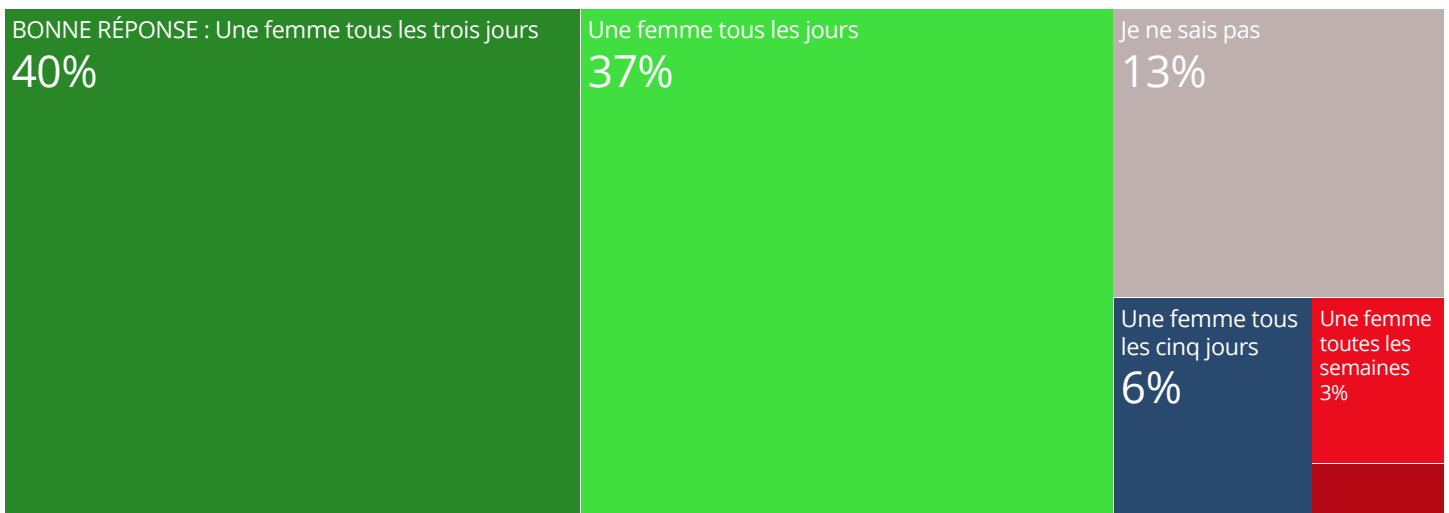


Selon vous, à quelle fréquence une femme meurt-elle en moyenne sous les coups de son conjoint en France ?

Selon le genre, l'âge, le niveau d'éducation et l'orientation politique



● BONNE RÉPONSE : Une femme tous les trois jours ● Une femme tous les jours ● Une femme tous les cinq jours
● Une femme toutes les semaines ● Une femme par mois ● Je ne sais pas



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

73% DES FRANÇAIS-ES ESTIMENT QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER LE BUDGET CONSACRÉ POUR PRÉVENIR LES « FÉMINICIDES »

Une grande majorité d'hommes (68%) et de femmes (77%) soutiennent cette revendication, attestant que les féminicides sont largement devenus une priorité identifiée par le plus grand nombre dans la société française.

Ces pourcentages sont très certainement le reflet des campagnes de sensibilisation et de la médiatisation grandissante des crimes perpétrés par des hommes envers des femmes parce qu'elles sont femmes.

Tout se passe comme si la société s'était brusquement réveillée d'une torpeur savamment entretenue qui faisait jusqu'alors ignorer, banaliser et finalement accepter cette acmé dans les rapports de domination entre les sexes.

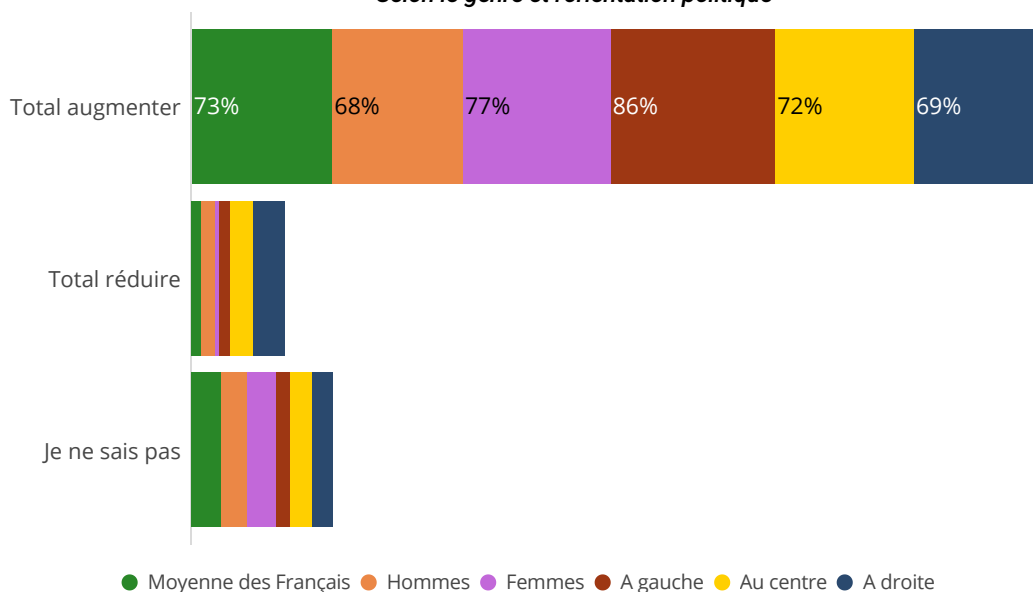
Les femmes et les sympathisant-es de gauche sont un peu plus nombreuses et nombreux à signifier l'urgence à agir. Cependant un large consensus apparaît, signifiant que d'un point de vue politique, non seulement il n'y a aucun risque à augmenter le budget pour prévenir ces crimes, mais il y a même un fort soutien de tous les côtés de l'échiquier politique.

De façon quelque peu contre-intuitive, les moins de 35 ans sont un peu moins nombreuses et nombreux (-8 points de pourcentage) à soutenir cette idée et un peu plus nombreuses et nombreux à déclarer « ne pas savoir ». L'identification de cette priorité ne semble pas aussi flagrante qu'à leurs aîné-es, comme si, d'une certaine manière, leur génération se trouvait (à tort) moins concernée par ces crimes d'un autre âge.



Face au nombre de « féminicides » (meurtres de femmes en raison de leur sexe) en France, dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement devrait augmenter significativement le budget alloué pour prévenir ces crimes ?

Selon le genre et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

EN MATIÈRE DE SEXISME, CE QUI EST ACCEPTABLE AUX YEUX DES HOMMES EST SOUVENT INACCEPTABLE AUX YEUX DES FEMMES

En matière de comportements sexistes, les hommes et les femmes divergent sur de nombreuses pratiques tout en se rassemblant sur d'autres.

Il est désormais acquis pour les deux sexes que :

- On ne siffle pas une femme dans la rue
- On ne touche pas une femme sans son accord
- À travail égal, les salaires doivent être égaux entre les femmes et les hommes
- L'éducation des enfants doit être une tâche partagée, davantage que les tâches ménagères (7 points de pourcentage de différence)

En revanche, les hommes demeurent beaucoup plus nombreux que les femmes (ou les femmes sont moins nombreuses que les hommes) à estimer acceptable :

- De demander à une femme, lors d'un entretien d'embauche si elle a ou compte avoir des enfants (10 points de pourcentage de différence entre les réponses des deux sexes)
- Que des métiers soient réservés alternativement aux femmes ou aux hommes (11 et 13 points de pourcentage de différences entre les réponses des deux sexes)
- De raconter ou de diffuser des blagues sexistes (12 points de pourcentage de différence entre les réponses des deux sexes)

Dans ces réponses, il faut remarquer qu'un certain nombre de femmes partagent avec les hommes des opinions à propos de ce qui relèverait d'un « sexisme ordinaire » manifestement accepté comme une « normalité ». Par exemple, le fait qu'on laisse les femmes se charger de l'éducation des enfants (en moyenne 16% des hommes et des femmes s'accordent avec cette idée) ou la répartition entre métiers d'hommes et métiers de femmes demeure une idée répandue.

La diffusion de blagues sexistes paraît acceptable pour environ 20% des moins de 45 ans soit deux fois plus que chez les plus de 55 ans qui se montrent beaucoup plus critiques à l'égard de cette pratique. Les sympathisant·es du centre et de droite déclarent aussi une plus grande tolérance à cette forme de sexisme.

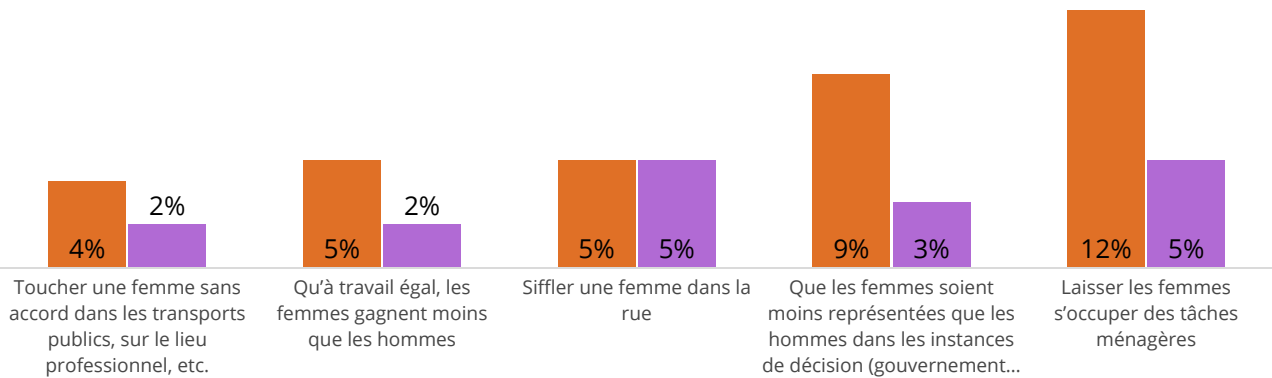
En revanche, l'âge n'a pas d'influence linéaire sur qui doit se charger de l'éducation des enfants, sur la répartition des métiers par sexe ou sur l'égalité des salaires.

Le niveau d'études n'est pas un déterminant flagrant, en revanche les sympathisant·es du centre et de droite sont plus nombreuses et nombreux à accepter que l'on interroge les femmes sur leur statut ou leur projet parental dans le cadre professionnel. Comme si en creux, il s'agissait d'accepter une mesure qui quoique sexiste, pourrait s'entendre pour préserver le bon fonctionnement d'une structure professionnelle.

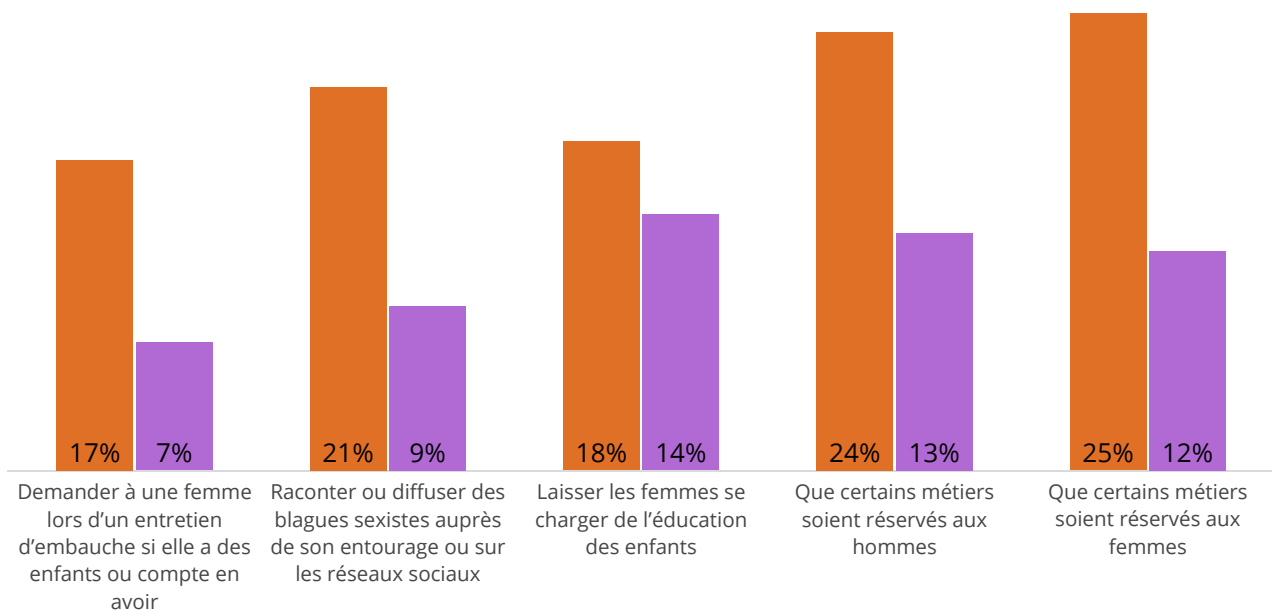


Veillez indiquer selon vous dans quelle mesure les situations suivantes vous semblent acceptables ou inacceptables.

Selon le genre



● Acceptable Hommes ● Acceptable Femmes



● Acceptable Hommes ● Acceptable Femmes

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

POUR 61% DES FRANÇAIS-ES, INSTAURER LA PARITÉ DANS LES ORGANES DE DÉCISIONS EST UNE BONNE MANIÈRE DE FAIRE PROGRESSER LA PLACE DES FEMMES EN FRANCE

69% des femmes sont d'accord (ou tout à fait d'accord) avec cette proposition, soit 17 points de pourcentage de plus que les hommes. Ce qui atteste que d'une certaine manière, les opinions sont aussi dictées par l'intérêt personnel. Se sachant exclues des mécanismes de décision, tout se passe comme si les femmes étaient majoritairement conscientes que l'autorité d'une parité instituée est seule à même de faire cesser l'inertie d'une évolution trop lente de la participation égale des femmes et des hommes aux nombreux arbitrages qui modèlent la société, dans ces infinis détails autant que dans ces grandes orientations. En d'autres termes, les raisons individuelles d'agir et de penser n'échappent pas à la modélisation des comportements et des engagements.

Plus les répondant-es sont âgé-es et plus elles et ils souscrivent à cette idée : l'écart des réponses formulées par les 18-25 ans et les plus de 65 ans s'élève à 14 points de pourcentage.

Les plus diplômé-es ont une tendance relative à moins adhérer au bénéfice de la parité. La même tendance est également observée chez les sympathisant-es du centre et de droite.

Sur cette question, il est plus pertinent de regarder le très faible nombre de Français-es (13%) qui ne considèrent pas la parité dans les organes de décision comme un moyen efficace de faire progresser la place des femmes en France.

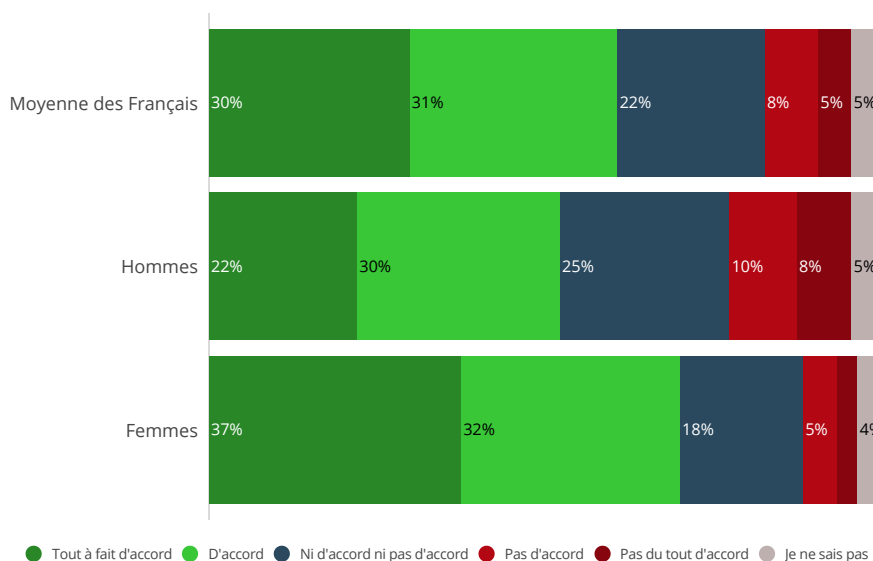
En moyenne, seul-es 20% des Français-es sont plutôt méfiant-es vis-à-vis de la parité, sans pour autant y être opposés.

En résumé, même si la parité ne fait pas l'unanimité, manifestement cette forme de discrimination positive ne génère pas d'opposition, au contraire, c'est même une solution qui semble se présenter comme une approche pertinente pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes en France.



Pensez-vous que le fait d'instaurer la parité femmes-hommes c'est à dire de faire en sorte qu'il y ait le même nombre de femmes et d'hommes dans tous les organes de décision (politique, économique, médiatique, culturel, etc.) est une bonne manière de faire progresser la place des femmes en France.

Selon le genre



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 981 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

51% DES FRANÇAIS-ES ESTIMENT QUE LE GOUVERNEMENT S'IMPLIQUE (UN PEU OU BEAUCOUP) POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Ici encore, il importe d'observer la manière dont s'organisent les réponses selon les genres des répondant-es.

Du côté des bénéficiaires d'une politique publique soutenant l'égalité entre les sexes, l'implication du Gouvernement n'est pas du tout perçue de la même manière, c'est-à-dire selon qu'on est un homme ou une femme.

Quand 61% des hommes estiment que le Gouvernement s'implique (un peu ou beaucoup) en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, seules 41% des femmes font le même constat.

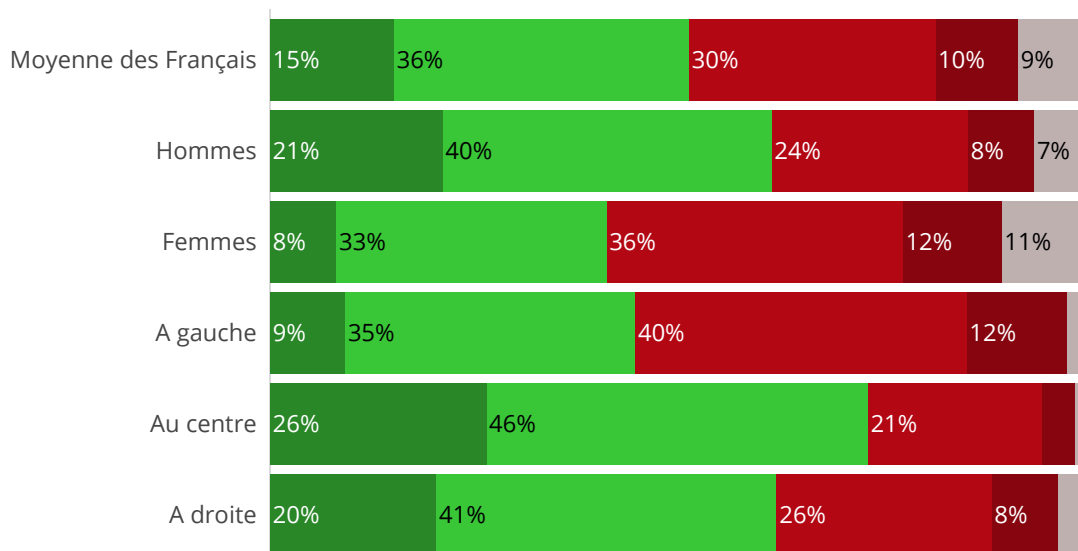
La question interrogeant les répondants sur la qualité des actions menées par le Gouvernement en place, il n'est pas étonnant que l'orientation politique des répondants influence largement la nature des réponses. Ainsi, on note que sur le degré de satisfaction des Français-es en la matière s'observe principalement chez les sympathisant-es du centre (72%) par opposition aux opinions des sympathisants de gauche (44%).

En revanche, ni l'âge ni le niveau d'éducation n'ont ici de véritable influence sur les réponses.



Parmi les affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous la plus proche ?

Selon le genre et l'orientation politique



- Le gouvernement s'implique beaucoup pour l'égalité entre les femmes et les hommes en France
- Le gouvernement s'implique un peu pour l'égalité entre les femmes et les hommes en France
- Le gouvernement ne s'implique pas assez pour l'égalité entre les femmes et les hommes en France
- Le gouvernement ne s'implique pas du tout pour l'égalité entre les femmes et les hommes en France
- Je ne sais pas

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

SEUL-ES 23% DES FRANÇAIS-ES ESTIMENT QUE LES FEMMES PEUVENT FAIRE CONFIANCE À LA JUSTICE DE LEUR PAYS EN CAS DE VIOLENCES SUBIES

Cette question interroge la confiance que les femmes peuvent avoir « dans la justice de leur propre pays » (sans que la France soit nommée) au regard du besoin des femmes à être défendues ou protégées en général. En creux, elle interroge la justice française vis-à-vis des besoins des femmes vivant en France.

Quoi qu'il en soit, les réponses ne sont pas très optimistes, elles reflètent les nombreux faits divers relatés dans les médias, dans lesquels il a été possible de découvrir les carences du pouvoir judiciaire quand il s'agit de défendre les droits des femmes.

L'institution justice comme étant susceptible de remplir son rôle pour défendre et protéger les femmes souffre donc d'un déficit notoire en termes de capacité d'action, d'efficacité, et par extension, de crédibilité.

Environ 30% des Français-es semblent avoir une opinion « partagée » sur cette question.

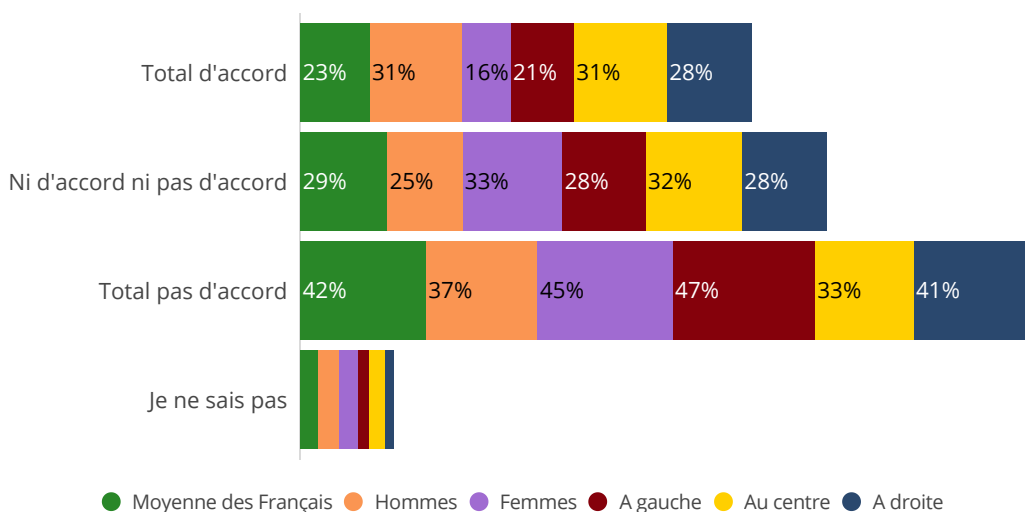
En l'espèce, tout en observant la même tendance que les réponses des hommes, l'image de la justice est encore plus négative dans les réponses formulées par les femmes.

C'est finalement chez les sympathisant-es du centre que se trouvent les opinions les plus positives (ou les moins négatives) sur cette question sans doute perçue, pour une part, comme la mesure des actions du Gouvernement en place sur ce sujet.



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : « Pour se défendre ou se protéger des violences dont elles sont victimes, les femmes peuvent avoir confiance dans la justice de mon pays »

Selon le genre et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

**LA MESURE DES EXPÉRIENCES
PERSONNELLES DES
FEMMES ET DES HOMMES :
RÉVÉLATIONS ET CONFESIONS**

LES INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES SONT CLAIREMENT SIGNIFIÉES DANS LES EXPÉRIENCES DE VIE

Nous avons souhaité scruter quatre formes de vécus en interrogeant la manière dont le genre des intéressé·es avait un impact ou non dans leur vie quotidienne. Compte-tenu des réponses observées, on ne peut que confirmer l'hypothèse selon laquelle nos sociétés demeurent fortement genrées. Ainsi, une femme sur deux considère avoir été personnellement moins payée du fait même d'être une femme.

Cette injustice vécue à titre personnelle correspond aux statistiques officielles mentionnés plus haut, l'écart de salaire se situant en France à 23% entre les femmes et les hommes à travail égal.⁷ On notera que seuls 14% des hommes estiment avoir subi cette injustice du fait d'être un homme.

35% des femmes déclarent avoir été freinées dans leur carrière professionnelle en raison de leur genre, contre 19% des hommes.

Phénomène identifié et dénoncé par les féministes, le « maninterrupting », qui désigne le comportement qui consiste, pour les hommes, à couper la parole des femmes au cours de discussions en raison de leur genre est-il fréquent ?

À en croire les réponses formulées par les femmes ayant pris part à notre sondage, la chose est en effet courante : 48% des femmes déclarent être fréquemment interrompues par les hommes dans les discussions, soit deux fois plus que l'inverse. De façon criante encore en 2020, 68% des femmes considèrent devoir (en tant que femmes) passer beaucoup de temps dans les tâches domestiques, soit 49 points de plus que ne l'estiment les hommes.

En revanche, 6% des femmes et 9% des hommes estiment dans des proportions similaires, n'avoir pas été moins bien soignées du fait de leur genre.

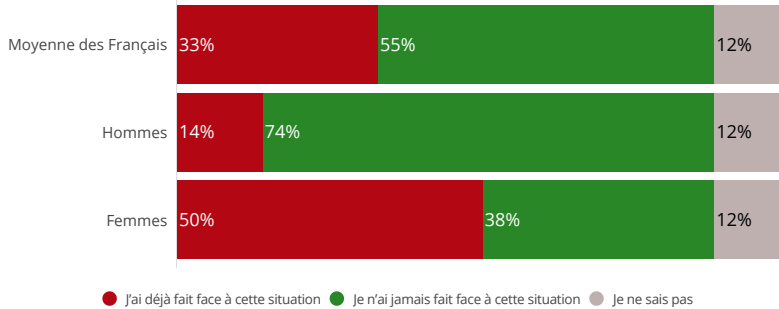
À l'instar de nombreuses études, ces réponses rappellent une fois de plus que les inégalités entre les femmes et les hommes s'observent tant dans le domaine de la vie publique que dans la vie privée. Ces données nous indiquent tout particulièrement comment cette inégalité affecte la vie professionnelle des femmes et son corolaire en termes de rémunération. L'investissement inégal dans les tâches ménagères demeure également une constante majeure.

On remarque un signal faible allant dans le sens d'une évolution vers l'égalité des sexes dès lors que les jeunes de moins de 25 ans sont plutôt moins nombreuses et nombreux à déclarer ces inégalités dans leurs expériences de vie. En revanche, le niveau d'éducation ne semble pas influencer la perception des inégalités.

(7) Pour rappel, le revenu salarial des femmes est inférieur de 23 % à celui des hommes, selon une l'étude de l'INSEE, « France, portrait social, Édition 2019 ».

” « Au cours de ma vie, en raison de mon genre (femme ou homme), il m'est arrivé ...

d'être moins bien payé-e

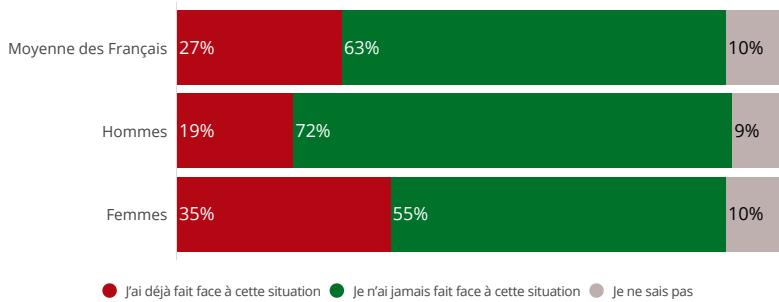


Moins bien payées :

📊 - 17 points chez les moins de 25 ans

Moins fréquent chez les sympathisant-es de droite et les diplômés

d'être freiné-e dans la progression de ma carrière professionnelle



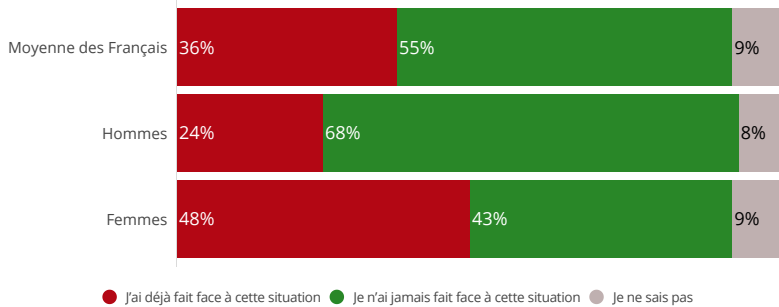
Freinée dans leur carrière professionnelle :

📊 - 11 points chez les moins de 25 ans

Réponses identiques quel que soit le vote au 2nd tour des élections présidentielles en 2017

Identique quel que soit le niveau d'éducation

d'être fréquemment interrompue dans les discussions par quelqu'un du sexe opposé

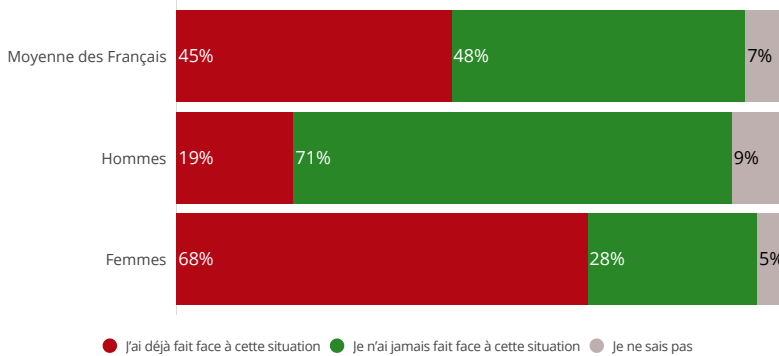


Fréquemment interrompue dans les discussions :

📊 + 9 points chez les sympathisant-es de gauche par rapport aux réponses des sympathisant-es de droite

L'âge et le niveau d'éducation n'influent pas

d'avoir dû passer beaucoup de temps aux tâches domestiques



Passer beaucoup de temps aux tâches domestiques :

📊 - 8 points chez les moins de 25 ans

Moins fréquent chez les sympathisant-es du centre et de droite

Le niveau d'éducation n'a pas d'effet sur les réponses MAIS plus le niveau de revenu augmente et moins cette inégalité est mentionnée.

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

LES BÉNÉFICES INDIVIDUELS D'UNE ÉGALITÉ PARFAITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Lorsqu'on interroge les Français-es sur les avantages que leur procurerait personnellement une égalité «parfaite» entre les sexes, manifestement, les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes choses à gagner ou à attendre.

Aux yeux des femmes, l'égalité leur permettrait avant tout de gagner plus d'argent (salaire égal), de passer moins de temps dans les tâches ménagères ou de faire progresser leurs carrières professionnelles.

Pour elles, l'égalité entre les sexes est donc principalement une affaire de rémunération, de développement personnel ou professionnel et d'inversion des tâches culturellement assignées aux femmes en matière familiale (ménagères et éducatives).

Le bénéfice que les hommes pourraient tirer d'une égalité entre les sexes se situe davantage au niveau de la disponibilité, à la fois pour la vie en famille (s'occuper des enfants et profiter de sa famille) et du temps libre, un avantage également sélectionné par les deux sexes.

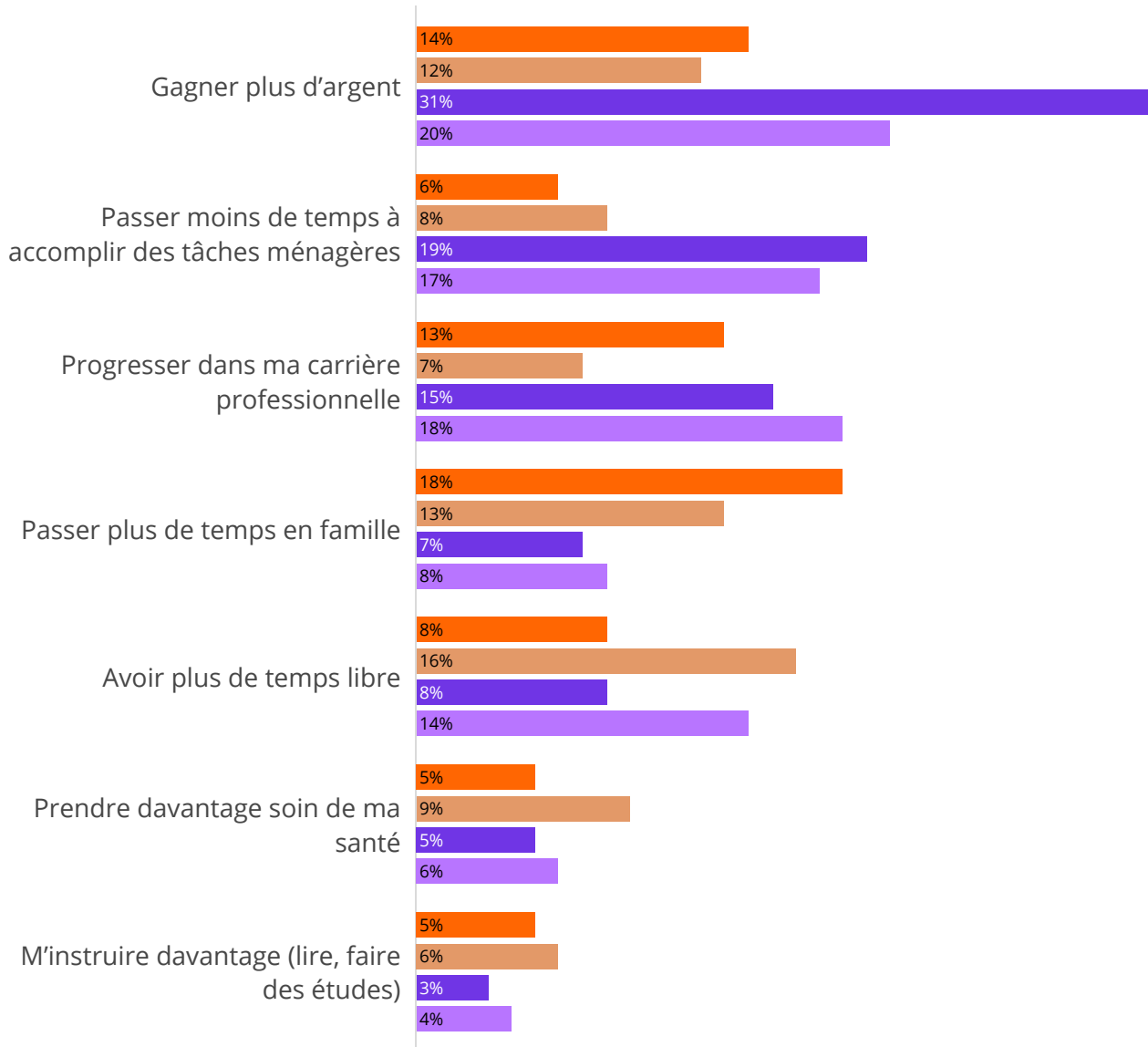
Dans une plus faible proportion en comparaison avec les réponses des femmes, les hommes pensent aussi que l'égalité entre les sexes leur permettrait de gagner plus d'argent.

Peut-être est-ce une manière d'imaginer qu'avec deux salaires égaux, le revenu du ménage s'en trouverait majoré.



Parmi les propositions ci-dessous, veuillez classer les trois bénéfiques que vous pourriez tirer personnellement si les femmes et les hommes étaient parfaitement égaux dans la société.

Si les femmes et les hommes étaient égaux, je pourrais ...



- Classé en premier par les hommes
- Classé en second par les hommes
- Classé en premier par les femmes
- Classé en second par les femmes

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

LA RUE ET LES TRANSPORTS EN COMMUN SONT LES THÉÂTRES DES PEURS D'ÊTRE AGRESSÉ·E LES PLUS FRÉQUENTES

À la question, « où vous arrive-t-il le plus d'avoir peur d'être agressé·e (verbalement, physiquement, etc.) ? », on observe une différence de 20% entre les réponses des femmes et celles des hommes sur les deux géographies générant le plus d'appréhension de subir des violences, à savoir dans la rue (56% en moyenne), puis dans les transports en commun (40%) et enfin sur Internet (15%).

Les femmes sont systématiquement plus nombreuses que les hommes à signifier la peur d'être agressée quand bien même les répondant·es des deux sexes ont opéré le même classement s'agissant des lieux les plus propices à rencontrer un danger.

Seules 15% des femmes n'ont jamais eu peur de se faire agresser (verbalement ou physiquement) quand 30% des hommes déclarent de même.

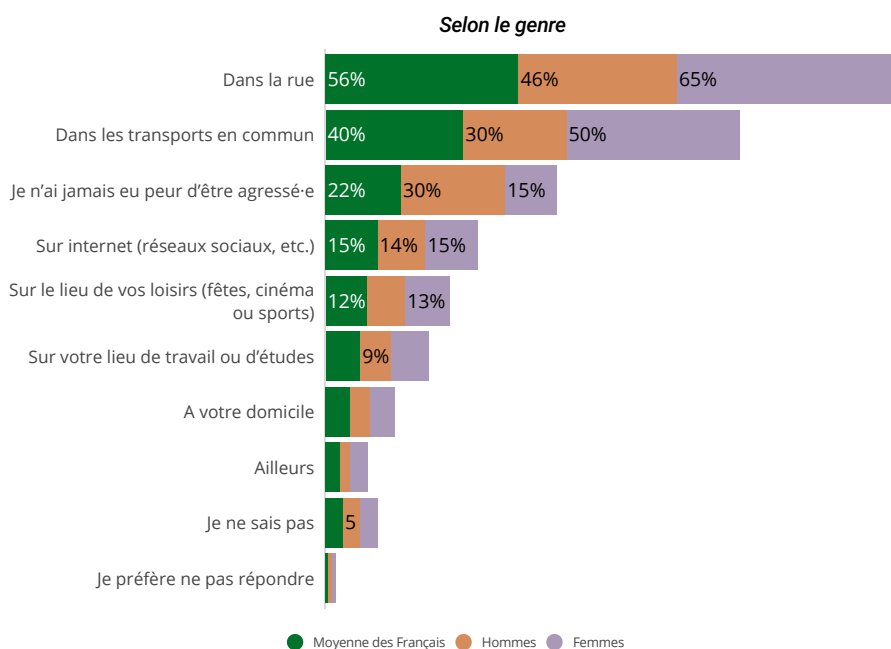
S'agissant du sentiment d'insécurité tel que cette question tente de l'appréhender, il est important de souligner que seuls le genre et l'âge (la peur des agressions tend à décroître progressivement à partir de 55 ans) des répondant·es ont une influence sur la répartition des réponses.

Ces réponses démontrent à quel point la production de données genrées s'impose pour prendre en considération l'impact des politiques publiques sur la population, tant dans les domaines sociaux qu'à propos des infrastructures ou de la planification urbaine.

La variable genre est ainsi déterminante lorsqu'il s'agit de prendre en compte le sentiment d'insécurité : à titre d'illustration, on remarquera qu'aucun des autres déterminants socio-démographiques : éducation, orientation politique, région n'a d'effet notable sur les réponses à cette question.

” **En considérant la liste ci-dessous, où vous arrive-t-il le plus d'avoir peur d'être agressé (verbalement, physiquement, etc.) ?**

(Veuillez sélectionner toutes réponses qui s'appliquent)



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

55% DES FRANÇAIS·ES SE MONTRENT INDIFFÉRENT·ES QUANT AU CHOIX DU SEXE D'UN PREMIER ENFANT

À la question, « si vous pouviez ou aviez pu choisir le sexe de votre premier enfant, vous préféreriez ou auriez préféré avoir une fille ou un garçon » pour tester la poursuite ou non d'un vieux stéréotype sexiste dans nos sociétés contemporaines, une majorité de Français·es n'indique aucune préférence dans le choix du sexe d'un premier enfant. Pour autant, quitte à choisir, on observe une différence sensible en faveur du choix d'un garçon (+5%) plutôt que d'une fille.

Ce choix est plus marqué chez les hommes : 24% d'entre eux préféreraient un garçon plutôt qu'une fille (16%), soit une préférence de 8% vis-à-vis d'un « héritier » tandis que les réponses des femmes se distribuent de manière parfaitement équitable en faveur d'une fille ou d'un garçon, lorsqu'elles ne se déclarent pas indifférentes au choix du sexe.

Ces chiffres ne donnent pas d'explication sur la raison qui ferait qu'un faible pourcentage de pères préféreraient avoir un garçon, au moins pour leur premier enfant. On peut simplement faire des suppositions, telles qu'un désir de se reproduire plus marqué chez les hommes reflétant notamment la volonté de faire perdurer un nom de famille. On peut aussi imaginer que pour un père, le fait d'éduquer un fils peut apparaître comme une tâche plus accessible.

Le niveau d'éducation ne semble pas influencer ces réponses. En revanche les jeunes (18-34 ans) sont plus nombreuses et nombreux à ne pas se montrer indifférents, c'est-à-dire à formuler un vœu, un quart d'entre elles et eux préférant avoir une fille, l'autre quart un garçon. Tandis que plus les répondant·es sont âgé·es, et plus elles et ils sont majoritaires à déclarer ne pas vouloir choisir. Ces résultats reflètent vraisemblablement le cycle de vie des répondant·es, cette question pouvant se poser dans la vie réelle pour les un·es tandis qu'elle demeure plus théorique pour les autres.

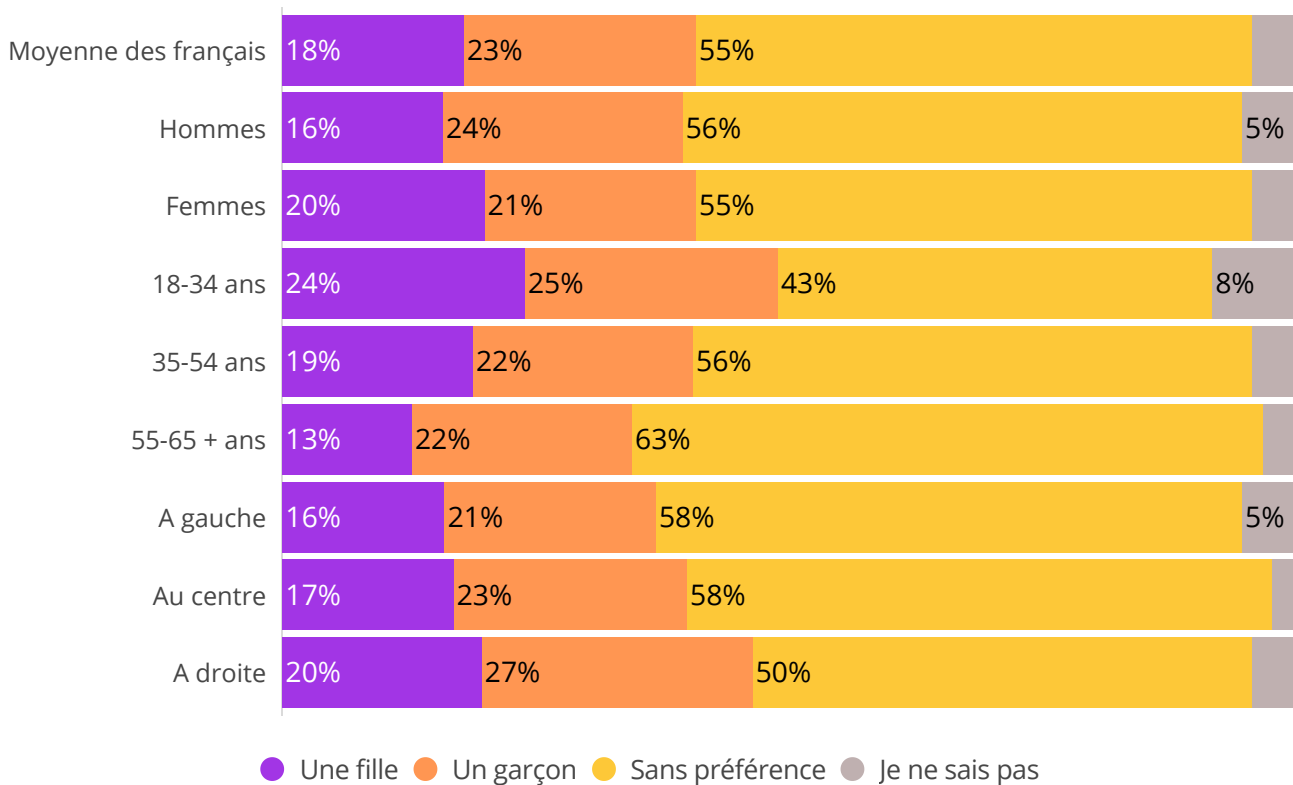
À noter que parmi les plus de 55 ans qui ne se rangent pas parmi les indifférent·es au sexe de leur premier enfant, on observe une préférence marquée pour le choix d'un garçon en premier enfant.

Enfin, les sympathisant·es de droite sont les plus nombreuses et nombreux à vouloir choisir le sexe de leur premier enfant. Lorsqu'elles et ils ne sont pas indifférent·es aux choix du sexe de leur premier enfant (50%), elles et ils sont également les plus nombreuses et nombreux à préférer un garçon.



Si vous pouviez choisir, ou aviez pu choisir, le sexe de votre premier enfant, auriez-vous préféré ou auriez-vous préféré :

Selon le sexe, l'âge et l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

IL EST (PLUTÔT) ACQUIS QUE LES FEMMES PEUVENT REFUSER D'AVOIR DES RELATIONS SEXUELLES AVEC LEURS CONJOINTS (ENTENDU DANS LE CONTEXTE D'UN COUPLE HÉTÉROSEXUEL)

Nous avons souhaité vérifier à quel point les stéréotypes de genre demeuraient vivaces en dépit de la mise à l'agenda des inégalités femmes-hommes tout particulièrement depuis l'émergence du mouvement #MeToo en 2017. À cette fin, nous avons interrogé un certain nombre d'opinions (ou de postures) pour identifier qui étaient les personnes plus susceptibles ou non d'y adhérer.

À la question de savoir si les femmes peuvent refuser d'avoir des relations sexuelles avec leurs conjoints (supposé de sexe opposé), on observe que ce principe est reconnu par 88% des femmes et seulement 73% des hommes, soit une différence de conception du consentement en matière de relation sexuelle de 15 points de pourcentage entre les deux sexes.

En prenant en compte les taux de « je ne sais pas » ou « je préfère ne pas répondre », 7% des hommes ne sont pas d'accord avec cette notion de consentement à propos des relations sexuelles (13% ne sont ni d'accord ni pas d'accord), contre 3% des femmes (à pondérer selon une marge d'erreur de +/-2%).

Parmi les autres déclarations des répondant-es :

- Pour 44% des femmes et 51% des hommes, les hommes « sont plus forts » que les femmes, il est donc probable que cette question ait été comprise comme étant une mesure de la force physique, à partir d'un qualificatif plus proche du registre masculin.
- De façon plus ironique mais tout aussi caricaturale, 25% des femmes considèrent qu'elles sont plus intelligentes que les hommes, une évaluation seulement partagée par 14% des hommes.
- Le fait que les femmes sont plus souvent victimes de violences conjugales que les hommes est perçu de la même manière par les deux sexes. Ces réponses témoignent vraisemblablement d'un degré de conscience partagée en matière de féminicides en tant que phénomène social connu de toutes et tous.
- 73% des femmes ne sont pas d'accord avec le fait que les femmes ont tendance à exagérer lorsqu'elles disent avoir été victimes de harcèlement ou de viol. Ce chiffre chute à 56% chez les hommes pour qui la parole des femmes est d'ailleurs sujette à caution pour 11% d'entre eux.

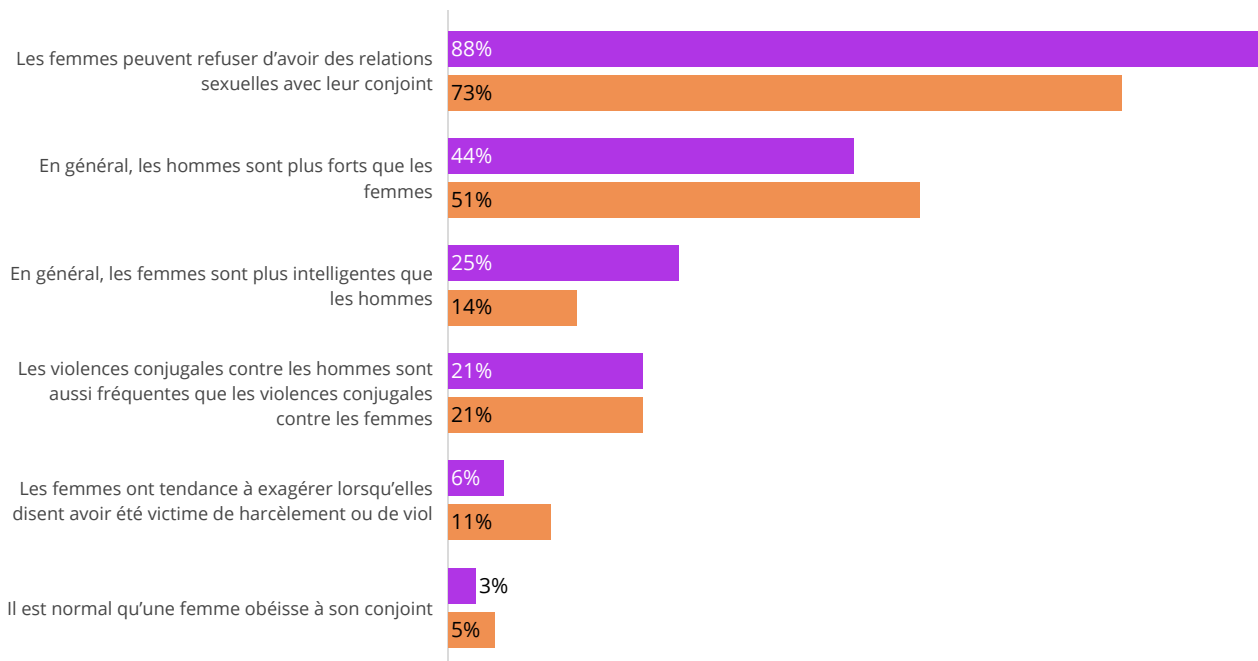
Sur ces différents aspects, ces réponses révèlent une permanence, certes probablement atténuée depuis 1968, de stéréotypes de genre. Les divergences entre les réponses des hommes et des femmes sont sensibles mais mesurables et systématiques. Par exemple, le consentement sexuel est un acquis certain mais pas absolu, les femmes auraient une tendance à exagérer quand elles se disent victimes des hommes, elles seraient aussi plus intelligentes tandis que les hommes seraient les plus forts.

C'est probablement à travers cette vision caricaturée que se nourrissent les blagues sexistes décriées par les femmes et tolérées par les hommes (voir précédemment).



Veillez préciser dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chacune des phrases suivantes :

Selon le genre



● Total d'accord Femmes ● Total d'accord Hommes

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

DE QUOI LES FEMMES ET LES HOMMES ONT-ELLES ET ILS ÉTÉ VICTIMES ?

Lorsqu'on interroge les Français-es sur un certain nombre de violences dont elles et ils ont été victimes, sous-entendu au cours de leur vie, on observe de manière saisissante à quel point l'expérience d'être victime est particulièrement partagée par les femmes.

10% des femmes déclarent avoir été victimes (souvent ou parfois) d'agressions sexuelles, 44% d'insultes ou de remarques sexistes, et 21% de harcèlement. D'un point de vue objectivable, dès lors que dans ce sondage, on interroge un parcours, ces réponses font écho aux 219 000⁸ femmes qui déclarent avoir été victimes dans l'année de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint.

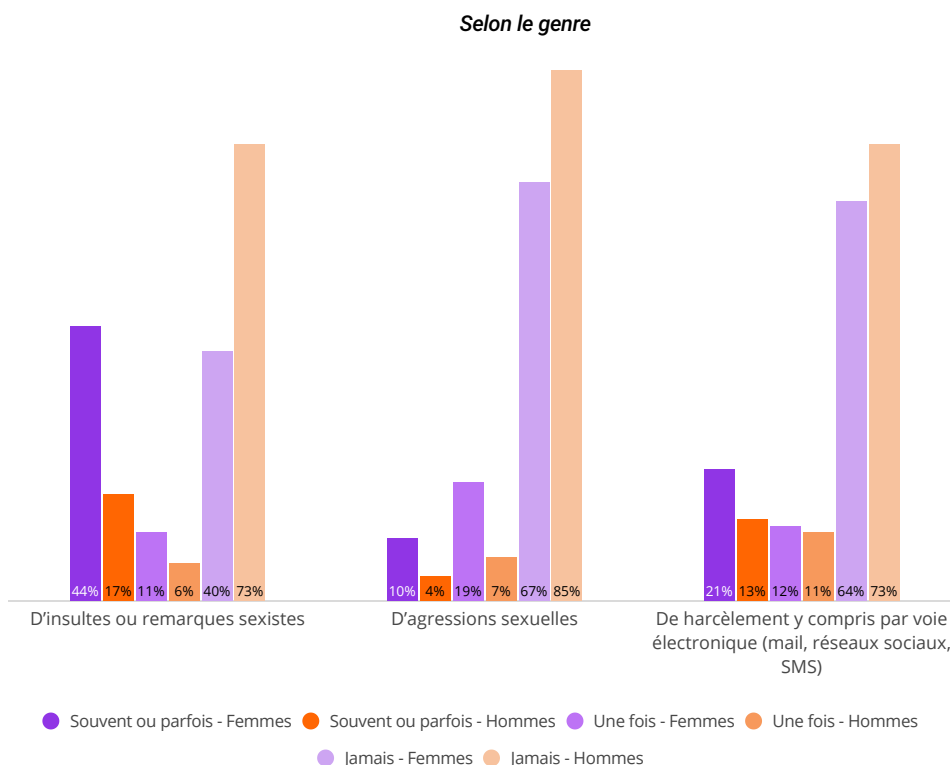
Sans grande surprise, ces chiffres sont nettement inférieurs dans les réponses formulées par les hommes.

Logiquement, l'orientation politique des répondant-es ne semble pas avoir d'effet sur ces expériences.

A noter que plus les femmes sont âgées et moins elles déclarent avoir été harcelées ou avoir été victimes de sexisme, une différence qui laisse la porte ouverte à de nombreuses hypothèses d'interprétation, dont aucune ne peut être davantage mise en avant, sinon peut-être une capacité à qualifier les violences en tant que telles, sans doute plus évidente pour les générations les plus jeunes.

Enfin, les femmes les plus éduquées sont plutôt plus nombreuses à signaler qu'elles ont subi des insultes ou remarques sexistes. Ce chiffre ne nous indique pas forcément si le sexisme est plus fréquent dans les milieux éduqués ; peut-être s'agit-il d'une corrélation entre le fait d'avoir fait des études supérieures et la propension à identifier puis à formuler le sexisme.

” **Au cours de votre vie, avez-vous personnellement été victime d'un ou des comportements suivants ?**



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 2003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.developmentcompass.org

LES VIOLENCES SUBIES CONSTITUENT UN ÉVÉNEMENT MAJEUR DU VÉCU DES FEMMES

26% des femmes interrogées en France déclarent avoir déjà subi des violences du fait d'être une femme. La question ne mentionne pas la nature des violences, cependant la fréquence de cette expérience (un quart des répondantes) est éloquent quant au risque encouru par les femmes, en tant que femmes, dans la société contemporaine.

À nouveau, l'inégalité entre les sexes est perçue par les femmes comme générant des préjudices économiques et matériels. Ainsi, 21% des femmes pensent qu'elles seront défavorisées à l'heure de la retraite. Ce chiffre doit être regardé en parallèle avec les 28% de femmes qui déclarent « ne pas savoir ». Tout se passe comme si en cette matière, le système de retraite davantage élaboré pour les carrières linéaires et sans interruption des hommes, était parfaitement illisible pour les femmes.

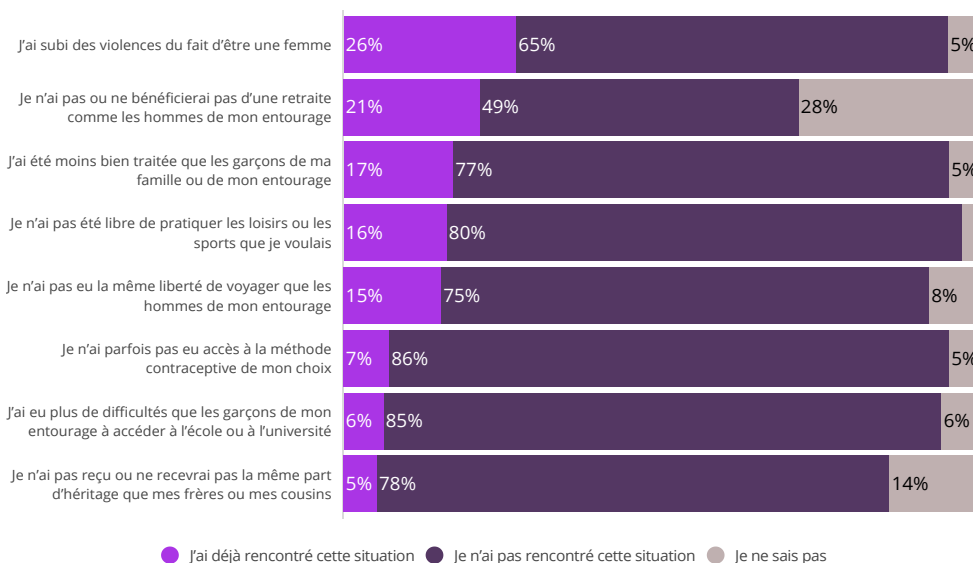
L'autre aspect fréquemment mentionné par les femmes dans cette question appartient au registre de la liberté dont environ 16% des femmes estiment avoir été privées, précisément du fait d'être une femme, dans quatre domaines :

- Pratiquer des loisirs
- Voyager
- Accéder à l'école de son choix
- Choisir sa méthode de contraception



Au cours de votre vie, avez-vous déjà rencontré une ou plusieurs de ces situations en tant que femme ? (sélectionnez les réponses qui s'appliquent)

Réponses des femmes



● J'ai déjà rencontré cette situation ● Je n'ai pas rencontré cette situation ● Je ne sais pas

Violences :



+ 7 points éducation > bac



- 6 points à droite

Moins bien traitée que les garçons de ma famille :



- 5 points à droite

Pas eu la même liberté de voyager :



+ 6 points à gauche

Pas eu accès à la méthode contraceptive :



- 7 points à droite



+ 6 points moins de 35 ans

49% DES HOMMES DÉCLARENT ÊTRE DORÉNAVANT PLUS VIGILANTS VIS-À-VIS DES DROITS DES FEMMES

Cette confession émanant des hommes se déclarant plus vigilants vis-à-vis des droits des femmes est d'autant plus fréquente chez les moins de 25 ans (+6 points de pourcentage), les hommes au moins titulaires d'un bac (+6 points de pourcentage) et les sympathisants de gauche (+11 points de pourcentage).

31% déclarent avoir déjà défendu des femmes agressées, ce qui paradoxalement signifierait d'une part que les hommes sont nombreux à se comporter comme les défenseurs des femmes, mais d'autre part que les agressions des femmes par les hommes sont des événements qui sont loin d'être exceptionnels.

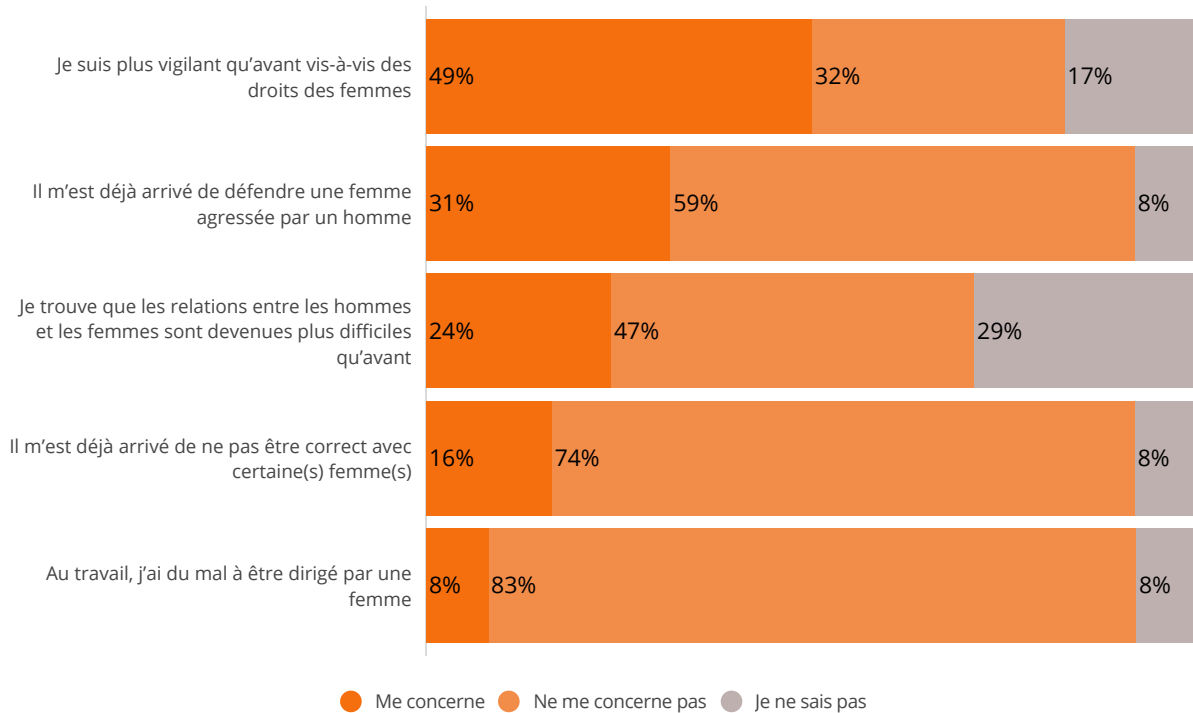
Un quart des hommes estiment que les relations entre les femmes et les hommes sont devenues « plus difficiles ». Ce sondage ne précise pas à partir de quand cette difficulté est plus marquante. Sans doute peut-on entendre (pour certains hommes) depuis « les mouvements #metoo #balancetonporc » qui ont manifestement provoqué un bouleversement des relations entre les sexes, la redéfinition de limites à ne pas franchir et la libération de la parole des femmes, une parole qui jusqu'alors n'inquiétait pas les hommes dès lors qu'elle ne se formulait pas si collectivement ou qu'elle ne bénéficiait pas d'autant d'écho dans le débat public national.

Dans ce sondage anonyme (en ligne), 16% des hommes reconnaissent cependant n'avoir pas toujours été corrects avec certaines femmes. Il n'y a pas de discriminant particulier sur cette réponse sinon la catégorie des 25-34 ans. Cette confession doit sans doute s'observer dans le contexte du regain des mouvements féministes grâce auxquels l'acceptable et le punissable ont été verbalisés avec plus de précision, d'affirmation et de répercussions dans l'espace public. Par ailleurs, les hommes n'échappent pas à un courant de contestation qui a modifié les opinions publiques quant à la position du curseur en matière de politiquement correct. Des hommes sont maintenant en mesure de reconnaître que certains de leurs comportements qu'ils avaient pu assumer il y a quelques années, leur apparaissent désormais comme manifestement indéfendables, c'est à dire incorrects. Autrement dit, rien dans ce qui est aujourd'hui reconnu comme acceptable ne leur permet plus de se justifier dorénavant. Cette prise de conscience est vraisemblablement à mettre au crédit d'un débat public qui évolue en matière de droits des femmes dans la société française.



Parmi les énoncés suivants, veuillez sélectionner, le cas échéant, ceux qui vous concernent ?

Question posée aux hommes uniquement



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 13 février 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 955 hommes adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : www.developmentcompass.org

Plus vigilants qu'avant :

+ 6 points chez les moins de 25 ans et les Bac+5

+ 7 points à gauche

Il m'est arrivé de ne pas être correct :

+ 6 points entre 25 et 34 ans

plus ou moins égal, quelle que soit l'orientation politique et le niveau d'éducation

Le Baromètre de la solidarité internationale, une publication de Focus 2030

Le Baromètre de la solidarité internationale est une publication de Focus 2030 dont les résultats reposent sur une série d'enquêtes d'opinion par sondage. Cette édition est issue du projet de recherche du « Development Engagement Lab » (DEL, 2018-2024) mené sous la supervision de chercheur-e-s de UCL à Londres et de Birmingham University.

Les questions analysées dans ce Baromètre de la solidarité internationale ont été rédigées par Focus 2030 à l'issue d'un travail participatif rassemblant - outre les chercheur-e-s de UCL et Birmingham University -, une vingtaine d'organisations partenaires, acteurs du secteur du développement et de la solidarité internationale (ONG, think tanks, institutions).

À l'heure où de nombreux bouleversements politiques, technologiques, économiques et écologiques, ont cours à l'échelle planétaire, nous souhaitons saisir la manière dont les français-e-s perçoivent le monde qui les entoure, comprennent les grands défis contemporains et plus particulièrement soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres et la réalisation des Objectifs de développement durable à l'échelle du monde.

Partant des interrogations et des sujets mis à l'agenda par les acteurs de la solidarité internationale réputés pour le caractère précurseur de leur analyse (climat, inégalités, droits humains, émancipation des femmes, accès aux traitements...), ce travail de recherche vise à saisir à travers des enquêtes comment s'organisent et évoluent les opinions, comportements, ressentis et connaissances vis-à-vis de ces enjeux. En mettant à disposition ces données, Focus 2030 entend contribuer à mettre en débat ce rapport si particulier que les français-e-s entretiennent avec les questions de citoyenneté, d'égalité et d'universalisme.

Les résultats et analyses de ce baromètre ne sauraient engager les partenaires de Focus 2030. Ils relèvent de la responsabilité éditoriale de Focus 2030. Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la solidarité internationale, merci de contacter :

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 : fabrice@focus2030.org

En savoir plus sur le Development Engagement Lab

Le projet Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024), est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University).

Pour en savoir plus sur le projet DEL : www.developmentcompass.org



MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes du projet [Development Engagement Lab](#) (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage [YouGov](#) dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tout âge, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes. En savoir plus [ici](#).

Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)

Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ». Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré-es, et que seul-es celles et ceux qui sont sélectionné-es à partir de ce panel sont autorisé-es à participer au sondage.

Qui sont les répondant-e-s qui participent aux enquêtes DEL ?

Les membres du panel sont recruté-es selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête. Les répondant-es recruté-es dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

L'analyse des données

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé-es lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

La rémunération du sondage en ligne

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 euros (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant d'espérer toucher une quelconque rémunération.

Marge d'erreur

La marge d'erreur retenue pour les enquêtes DEL (entre 2000 et 6000 répondant-e-s) est de $\pm 2\%$.

Plus d'information sur la méthodologie sur www.focus2030.org

Focus 2030

Focus 2030, association loi 1901, accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Arnaud Gaillard

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°7 FOCUS 2030
